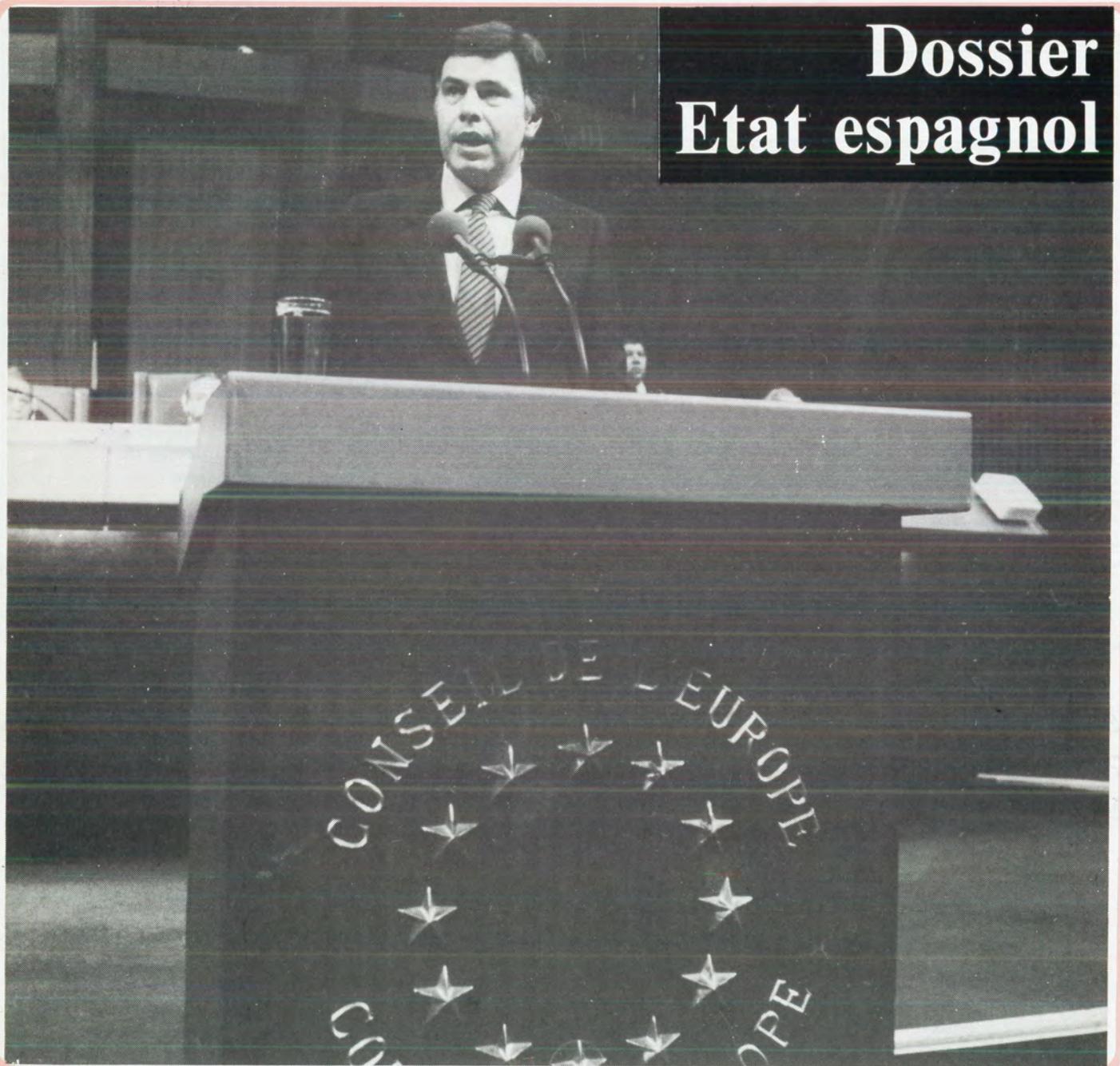


INPRECOR

Numéro 236 du 16 février 1987 - 12FF - 85FB - 4FS



HONGRIE

**Un ancien dirigeant du PC parle
de la démocratie socialiste**

SOMMAIRE DU NUMERO 236 DU 16 FEVRIER 1987

3	DOSSIER ETAT ESPAGNOL	"Non à la sélection sociale" ; table ronde extraite de <i>Combate</i>	DOCUMENT
6		De sombres perspectives économiques	Pedro MONTES
8		"Terre et liberté" ; la lutte séculaire des journaliers andalous	Ignacio RIOS
10		U.G.T. : une étrange victoire électorale	Joaquin NIETO
12	AFRIQUE DU SUD	Voilà 75 ans, naissait l'ANC	Dominique LEGRAND
13		Sanctions contre l'Afrique du Sud	
14	HONGRIE	Comment développer la démocratie socialiste ? Interview d'András Hegedus	Propos recueillis par SAMIZDAT
19	ETATS-UNIS	L'Amérique noire face à la crise <i>Bulletin de discussion</i> de Solidarity	DOCUMENT
22		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		AFRIQUE DU SUD : Conflits dans les mines. ISRAEL : Pétition du Mouvement de la paix. BELGIQUE : La chimie anversoise en grève. ITALIE : Rencontre LCR-DP. ARGENTINE : Mort d'un vétéran du trotskysme. TCHECOSLOVAQUIE : Musique en péril. LES NOTRES : Mort de notre camarade Tom Gustafsson.	
24	GRANDE-BRETAGNE	Un an de grève du Livre	Hilary ELEANOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

"Non à la sélection sociale"

Le libéralisme de Gonzalez ne séduit pas la jeunesse

LES réformes de l'enseignement mises en avant en Europe se sont heurtées à un même refus de la jeunesse. En France, en Italie, en Grèce, en Belgique et en Espagne, partout, les projets gouvernementaux sont identiques sur le fond : accroître la sélection avant l'entrée à l'université, adapter cette dernière aux exigences de l'industrie privée, instaurer la compétitivité entre facultés et couronner le tout par des frais d'inscriptions de plus en plus élevés.

Les projets du ministre espagnol de l'Education, José Maria Marraval, ne diffèrent guère de ces objectifs. D'une certaine façon, l'Espagne a été à l'avant-garde dans cette mise en place des facultés réservées à une élite. Le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez se contente d'aggraver brutalement la sélection, poursuivant ainsi l'œuvre entreprise voilà une douzaine d'années. (voir encart)

Les revendications des jeunes, lycéens ou élèves des Ecoles de formation professionnelle (EFP), ont deux axes : la sélection sociale et la démocratisation du fonctionnement de l'enseignement. (voir plate-forme page 5)

Ils demandent l'abrogation du décret-loi sur les examens de septembre, la baisse des droits d'inscription universitaires qui sont de l'ordre de 2 500 francs, la suppression d'une circulaire renforçant la discipline dans les BUP et les EFP et la démission des prétendus représentants des élèves au sein du Conseil scolaire de l'Etat (CSE) mis en place par la Loi organique du droit à l'éducation (LODE) votée en 1985, texte dont ils demandent également la suppression.

Ce mouvement touche l'ensemble du territoire de l'Etat espagnol. Dans beaucoup de villes, les lycéens et les élèves des EFP forment la quasi totalité des cortèges de manifestations.

Les affrontements violents avec la police qui a fait usage des balles en caoutchouc dans de nombreuses manifestations

et qui, le 23 janvier dernier blessait à balle réelle une jeune fille de 14 ans, a renforcé et radicalisé le mouvement. La démission de Barrionuevo, le gouverneur civil de Madrid, est exigée. Le gouvernement est contraint, sinon de reculer, tout du moins d'ouvrir des négociations sur les revendications. Il doit tenir compte de la popularité du mouvement.

Selon une enquête publiée dans le quotidien *El Pais*, 67 % des personnes interrogées estiment que les lycéens ont raison face au ministre de l'Education, 81 % d'entre elles estiment que le gouvernement doit négocier et accéder aux revendications qu'elles jugent raisonnables et enfin, 42 % pensent que le mouvement peut s'amplifier et créer une situation grave pour le gouvernement.

La situation est fort embarrassante pour le Premier ministre, Felipe Gonzalez, qui pouvait se targuer d'avoir connu une excellente année 1986. L'adoption de la proposition de maintien dans l'OTAN lors du référendum de mars dernier, la victoire du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) lors des élections générales de juin dernier, l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, autant d'éléments qui renforçaient la position personnelle de Gonzalez, malgré des perspectives économiques peu brillantes et un taux de chômage qui dépasse les 20 %. Le mouvement jeune met en danger de bel équilibre.

La table ronde que nous publions, extraite de *Combate*, le journal de nos camarades de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, rassemble cinq lycéens, militants révolutionnaires, qui siègent dans différentes coordinations nationales existant dans l'Etat espagnol : Sergi Raventos, de la coordination de Barcelone (Catalogne) ; Natalia Castro, de la coordination des Asturies ; Mercedes Julian, de la coordination de Saragosse (Aragon) ; Inaki Garcia de la coordination d'Euskadi ; Javier de la coordination de Madrid. ■

DOCUMENT

— « Combate » : Quelles sont les revendications qui ont joué un rôle déterminant au début de la mobilisation des lycéens ?

— Sergi (Catalogne) : Les revendications qui ont fait l'unanimité des jeunes dans les lycées et les collèges techniques concernaient le maintien des examens de septembre, la suppression des cours du soir ; des questions de fond comme la sélection et les *numerus clausus*. Il faut souligner aussi l'existence du sentiment de rejet d'une politique éducative qui privilégie chaque jour un peu plus l'école privée aux dépens de l'enseignement public. Cette dernière question est très importante, parce que les lycéens vivent tous les jours la pénurie de matériel scolaire, la vétusté des installations, le manque d'hygiène, même, des établissements publics.

— La question nationale a-t-elle été présente dans ces mobilisations de la jeunesse ?

— Sergi (Catalogne) : Oui, surtout après le jugement du tribunal de Valence interdisant l'usage du catalan à l'intérieur de l'Université de Valence, au mois de décembre. La question linguistique est très présente. Bien souvent dans les lycées, on peut constater la discrimination opérée par certains professeurs qui refusent de faire passer les examens en catalan, de poser les questions aux élèves en catalan etc. A Barcelone, ce problème se présente dans bien des établissements.

— Inaki (Euskadi) : En Euskadi, l'un des objectifs du mouvement étudiant est d'obtenir une école publique basque et une université basque. Une école publique basque serait une école populaire, gérée démocratiquement, qui viserait à protéger la langue basque, à étudier notre nation, son histoire, son économie, ses formes sociales etc. (...)

— Quelle est la structure du mouvement au niveau des lycées et des Ecoles de formation professionnelle ?

— Natalia (Asturies) : L'assemblée générale est l'instance de décision. Dans ces assemblées, des collectifs de grève se sont formés spontanément. Un collectif se forme et les volontaires se présentent. Au fur et à mesure que les mobilisations s'amplifient, le collectif de grève s'agrandit. Alors, ces collectifs recueillent les propositions des lycéens et les transmettent à la coordination locale. Une fois votées par cette instance, elles sont retransmises à la coordination régionale. Là, ces propositions sont une nouvelle fois discutées, débattues et votées. Elles retournent alors aux assemblées générales des lycées qui les adoptent, ou non, de manière définitive.

— L'organisation est-elle semblable en Euskadi ?

— Inaki (Euskadi) : Dans les établissements publics existe une assemblée de délégués. Chacun de ces délégués représente une classe de l'établissement et en est responsable. Ce sont les délégués qui

sont chargés d'organiser les assemblées générales de l'établissement, de veiller au bon déroulement des votes.

Le processus de coordination des différents lycées a commencé au mois de décembre au moment des mobilisations jeunes en France et au début des mobilisations dans l'Etat espagnol. De l'organisation de réunions de lycéens est apparue la nécessité d'avoir une structure représentative. C'est ainsi qu'après les assemblées générales par établissement, furent élus deux représentants par lycée qui formèrent une coordination de l'enseignement secondaire de Biscaye, qui ensuite, s'est intégrée à la Coordination nationale d'Euskadi. Ces délégués ont pour fonction de défendre les positions de leur établissement et de l'informer de l'évolution de la situation dans les autres lycées afin d'avoir une démarche unie dans la lutte.

— Les 17 et 18 janvier derniers, s'est réunie une coordination au niveau de l'ensemble de l'Etat espagnol. Cette coordination est-elle aussi représentative que les diverses coordinations régionales ? Y-a-t-il à l'heure actuelle des problèmes de représentativité de cette coordination et comment les résoudre ?

— Javier (Madrid) : Oui, il a des problèmes. Il ne faut pas oublier qu'une coordination au niveau de l'Etat est différente d'une coordination régionale. C'est plus difficile et nous n'en étions qu'à notre première réunion. Seul le développement de la mobilisation pourra accroître la représentativité de la coordination. Au fur et à mesure que les mobilisations proposées par la coordination de l'Etat et discutées par les assemblées générales, prendront de l'ampleur, les gens s'y intégreront plus nombreux. Cette coordination n'est pas un exécutif, c'est un organe qui prend des décisions démocratiques, ayant une valeur indicative, qui ensuite sont rediscutées dans les assemblées générales.

— Comment envisage-t-on en Euskadi la possibilité de se coordonner avec le reste de l'Etat ?

— Inaki (Euskadi) : C'est une question conflictuelle. Les étudiants basques pensent qu'il faut d'abord créer en Euskadi un véritable mouvement étudiant et une véritable coordination-union. Quant à la coordination à l'échelle de tout l'Etat, nous voulons d'abord voir qui lutte, sous quelles formes, savoir s'ils vont respecter pleinement nos revendications spécifiques et notre nationalité. Bien sûr, nous sommes solidaires des étudiants de l'ensemble de l'Etat et nous n'écartons pas la possibilité d'envoyer nos représentants à Madrid.

— Pensez-vous que le Syndicat des étudiants soit représentatif ?

— Mercedes (Saragosse) : Je pense que la coordination est plus représentative que le Syndicat, car ce dernier ne représente, ne défend et ne lutte que pour les revendications de ses adhérents. En revanche, la Coordination qui est en train de se structurer, représente tous les étudiants, qu'ils soient adhérents ou non d'une quelconque organisation. Dans la pratique, cette représentativité plus importante de la coordination est notable.

— Avant même la réunion de la Coordination de l'Etat, les 17 et 18 janvier, le Syndicat des étudiants avait fixé comme dates de mobilisation les 20 et 23 janvier. Cette initiative ne fut-elle pas un facteur de division pour le mouvement ?

— Javier (Madrid) : Non, pas pour nous. Nous sommes pour la mobilisation, quels qu'en soient les initiateurs. Si d'autres organisations, d'autres associations sont aussi pour la mobilisation, nous nous y joignons, ce qui est important c'est l'unité dans la mobilisation.

— Quelle était l'expérience de lutte

des lycéens et des collégiens de technique avant la première manifestation du 4 décembre ?

— Natalia (Asturies) : Je pense que les manifestations contre l'OTAN ont eu une influence énorme. Nous nous en sommes rendu compte parce que beaucoup des lycéens, qui aujourd'hui forment les comités de grèves, ne nous sont pas inconnus. Nous avons travaillé ensemble lors des mobilisations contre l'OTAN. Bien sûr, la mobilisation actuelle est beaucoup plus large, elle touche plus de jeunes, mais il faut souligner le rôle important joué par les mobilisations anti-OTAN.

— Lors de la manifestation du 17 décembre à Madrid, on pouvait noter la présence de Marcelino Camacho (l'un des principaux dirigeants des Commissions ouvrières, ndlr.). Les Commissions ouvrières appuient-elles la lutte des étudiants de façon significative ou bien était-ce un geste « pour la galerie » ?

— Javier (Madrid) : Actuellement, la politique de la direction des Commissions consiste à ne pas se prononcer sur la représentativité du mouvement et simplement à se joindre à la mobilisation la plus importante quand mobilisation il y a, ou bien, lors des manifestations à se mettre en tête et faire ainsi les manchettes de la presse. Nous pensons qu'il est positif que des figures du monde politique se joignent à la lutte étudiante, afin de montrer que d'autres secteurs sociaux nous appuient. Mais nous voulons que cet appui soit réel dans la mobilisation, qu'il ne soit pas une simple opération de propagande, qu'il se traduise sur les lieux de travail, car notre mobilisation va dans le sens des intérêts des travailleurs.

— Pensez-vous prendre des initiatives pour élargir la lutte des jeunes à des couches plus larges de la société ?

— Javier (Madrid) : Je pense que fon-

Les mécanismes de la sélection pré-universitaire

La sélection pré-universitaire a été mise en place sous la dictature en 1974, par la Loi Esteruelas, ministre de l'Education de l'époque, qui instaura l'examen d'entrée en faculté après le baccalauréat.

A l'heure actuelle, après trois années d'études de second cycle dans les classes de Baccalauréat unifié polyvalent (BUP), qui n'est en fait qu'un certificat de fins d'études secondaires débouchant sur le chômage, les « meilleurs » élèves accèdent aux Centres d'orientation universitaires (COU). Jusqu'à présent, les COU ouvraient les portes de l'université, une fois franchi le cap d'un examen en juin ou en septembre, le problème étant alors de trouver une place dans l'université de son choix.

Les *numerus clausus*, promulgués d'abord dans les facultés de médecine en 1976-1977, sous le gouvernement de l'Union du centre démocratique (UCD) d'Adolfo Suarez, se sont peu à peu étendus à toutes les universités. La Loi de réforme universitaire (LRU) élaborée en 1983 a instauré, sous prétexte d'autonomie, une véritable compétition entre les universités. Par exemple, à la fin de l'année scolaire 1985-1986, l'Université autonome de Barcelone (UAB) faisait distribuer plus de 20 000

bulletins aux élèves de COU, vantant le « prestige » de l'UAB dans les entreprises à l'inverse de l'Université de Barcelone (UB), dont les diplômes sont bien moins « cotés » sur le marché du travail.

La promulgation d'un décret-loi revenant à invalider l'examen de septembre pour les élèves de COU a déclenché la colère des lycéens qui l'ont interprété, à raison, comme une suppression de fait de cet examen. Marraval s'est empressé de parler de malentendu, la session de septembre étant maintenue jusqu'à nouvel ordre, tout du moins formellement. Que se passe-t-il dans la pratique ? « Ce décret-loi établit la priorité des élèves reçus lors de la session de juin aux dépens de ceux de septembre, quand vient le moment de choisir leur faculté. Conséquence de cette préférence, les universités de Madrid où la demande d'admission est très forte avaient épuisé leur quota de places disponibles avant même la session de septembre » (El País, 6 décembre 1986).

Il reste alors comme solution, d'aller soit dans une autre faculté, dont bien souvent les diplômés n'ont que très peu de valeur, soit directement au chômage qui, en Espagne, touche 50 % des jeunes. ■

PLATE-FORME ADOPTÉE PAR LA COORDINATION
DE REPRESENTANTS DE L'ENSEMBLE DE L'ÉTAT ESPAGNOL,
LES 17 ET 18 JANVIER 1987.

Dans le cadre de la lutte pour un enseignement laïc public, unique, gratuit, respectant les différences nationales, non sexiste, pour la paix, de qualité et démocratique ;

La Coordination lycéenne et étudiante exige des autorités compétentes, gouvernements, parlements, rectorats, le retrait des lois, décrets et mesures (LODE, LRU etc.) qui sont une atteinte au droit à la formation ou s'opposent à l'exercice de la démocratie dans les établissements scolaires, en privant les lycéens et les étudiants d'une participation nécessaire à la prise de décisions qui les touchent en premier lieu.

Nous exigeons pour cela :

1) L'augmentation du budget de l'Éducation, afin de satisfaire le droit aux études pour tous. Le nombre de places dans les classes de baccalauréat, dans les Ecoles de formation professionnelle et dans les universités doit répondre à la demande sociale existante. Nous voulons la garantie d'un enseignement de qualité, une augmentation des bourses, des établissements scolaires et des professeurs en nombre suffisant et, enfin, la réduction du coût des fournitures scolaires.

L'augmentation du budget de l'Éducation doit provenir d'une réduction du budget militaire.

Nous exigeons également le maintien des cours du soir.

2) Le gel du montant des droits d'inscription à l'université. Nous n'acceptons aucune augmentation mais demandons au contraire, leur réduction progressive jusqu'à la gratuité, liée à une amélioration de la politique d'attribution des bourses.

3) Nous voulons une représentation paritaire des étudiants dans tous les organes de gouvernement et de gestion concernant l'éducation, avec pouvoir réel de décision.

De plus, nous demandons :

- Gel de la réforme du secondaire et du projet de réforme du supérieur ;
- Abrogation de la circulaire N°1 (sur la discipline ndlr.) appliquée dans le secondaire ;
- Démission des représentants étudiants au Conseil scolaire de l'État à cause de leur manque de représentativité. Représentation élue et pluraliste des représentants des élèves dans le CSE, en procédant à des élections par établissement scolaire et non par des candidatures d'associations ;
- Mise de place de mécanismes de contrôle de la qualité de l'enseignement et du corps professoral.

- Libre exercice des droits démocratiques dans les établissements scolaires et suppression de l'autoritarisme régnant. Création d'un département psychopédagogique dans tous les établissements du secondaire.

4) L'élimination de l'idéologie centraliste dans l'enseignement, le droit des cultures et des nations opprimées doit être respecté. Les diverses langues nationales de l'État doivent devenir les seules langues officielles à tous les niveaux de l'enseignement et dans les différents territoires de l'État.

5) La suppression de la sélection. Abrogation des lois filtrant l'accès à l'université, suppression des *numerus clausus*, admission dans les universités choisies, refus de la sélection entre les cycles universitaires, libre choix de l'université.

6) Nous dénonçons et refusons les stages pratiques prévus par les accords passés entre les entreprises et les centres de formation professionnelle. Ces stages doivent être payés. Droit à l'accès direct à l'enseignement supérieur. Non aux réductions d'horaires de travaux pratiques.

damentalement, la lutte des jeunes est aussi une lutte économique ; nous exigeons l'augmentation du budget de l'Éducation, la gratuité de l'enseignement pour les travailleurs, enfin, toute une série d'améliorations sociales concernant aussi les travailleurs qui doivent faire face aux reconversions industrielles.

Une partie importante de la jeunesse est aujourd'hui lasse de cette situation, elle est prête à lutter, elle n'accepte plus le cadre institutionnel qu'on lui impose et la soi-disant représentativité des partis officiels. Un secteur nouveau de la jeunesse se radicalise dans cette lutte.

— Natalia (Asturies) : Ce mouvement n'est pas une lutte sectorielle, c'est quelque chose de beaucoup plus large qui implique l'ensemble de la société. L'un des points de la plate-forme demande la réduction du budget militaire afin que les sommes dégagées soient affectées à l'en-

seignement. Des liens plus étroits vont se tisser entre le mouvement pacifiste et le mouvement jeune.

— Javier disait que le mouvement passait au-dessus des partis officiels. La presse se complait à dire que le mouvement est apolitique, qu'il ne s'intéresse pas à la politique. Est-ce vrai ?

— Javier (Madrid) : Non, toute lutte sociale est une lutte politique. Le fait de n'appartenir à aucune organisation politique n'implique pas que l'on soit apolitique. Dans la mesure où nous sommes en présence d'une lutte contre la politique éducative du gouvernement, c'est évidemment une lutte politique. Bien sûr, la jeunesse rejette les manipulations politiques, elle refuse que certaines organisations politiques puissent manipuler les coordinations. Mais elle lutte contre la politique du gouvernement en matière d'éducation

comme le démontre la plate-forme adoptée.

— Quelle doit être la tâche principale des JCR dans le mouvement ?

— Javier (Madrid) : Notre première tâche est d'étendre la mobilisation, et de veiller à ce que les revendications exigées par le développement propre du mouvement soient intégrées.

— Comment les mobilisations en France furent-elles perçues ?

— Natalia (Asturies) : Je crois que ce fut important, parce que les étudiants ne s'étaient pas mobilisés depuis bien longtemps. A voir l'exemple des étudiants français, le succès qu'ils ont obtenu, les gens ont commencé à penser que c'était possible. Voilà des années que nous pensions qu'une mobilisation étudiante de cette ampleur était impossible. Tout paraissait bloqué et beaucoup croyaient qu'une victoire était impossible quelle que soit l'ampleur de la mobilisation. Mais, après ce qui s'est produit en France, les gens se sont mis à réfléchir, à penser qu'on pourrait faire ici quelque chose d'approchant. La victoire des étudiants français a beaucoup influé sur notre état d'esprit.

— Javier (Madrid) : Il n'est pas étonnant que nous assistions à une mobilisation dépassant les frontières, car les attaques auxquelles nous devons faire face sont quasiment partout identiques. On peut dire qu'il existe au niveau de la CEE, un plan de « reconversion » de l'enseignement, afin de le rendre lui aussi compétitif, plus « performant » pour les entreprises privées.

Voilà pourquoi nous avons des luttes un peu partout en Europe, en France, en Grèce, aux Pays-Bas, en Italie, dans tous les pays où l'on essaie de supprimer le moindre acquis pouvant exister en matière d'éducation. Par exemple, on veut introduire la sélection entre les différents cycles à l'université et créer des formations courtes, au profit de l'industrie privée. On veut que la recherche s'effectue en fonction des intérêts de l'entreprise privée et non en fonction des besoins sociaux.

— Croyez-vous que nous assistions à la naissance d'une nouvelle génération qui pourrait changer la manière traditionnelle de faire de la politique ?

— Natalia (Asturies) : Tout le laisse à penser. Avec les mobilisations contre l'OTAN où s'étaient retrouvés beaucoup de jeunes qui n'avaient jamais fait de politique, avec la lutte que nous sommes en train de vivre, qui draine une partie considérable de la jeunesse, je pense que nous pouvons être optimistes sur la combativité du mouvement étudiant et de la jeunesse en général. Beaucoup vont se poser le problème de lutter sur d'autres terrains et commencer à bouger plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. ■

Sombres perspectives économiques

LE capitalisme espagnol, après plus d'une décennie de crise est loin d'avoir devant lui des perspectives favorables. De 1975 à 1985, le Produit intérieur brut (PIB) ne s'est accru en moyenne que de 1,7 % par an, durant toutes ces années, la dégradation des conditions de vie et de travail des couches populaires, s'est accentuée. Il y a trois millions de chômeurs, ce

qui correspond à 22 % de la population active et ces dernières années, les salaires ont systématiquement augmenté moins vite que les prix.

Le gouvernement socialiste, rompant avec les promesses qu'il avait faites, a adopté sans vergogne une alternative libérale et réactionnaire pour dépasser la crise.

Pedro MONTES

Dans le cadre de cette orientation libérale, le démantèlement et la privatisation du secteur public se font à grand pas. La détérioration des prestations et des services sociaux s'accélère. L'an dernier, la promulgation d'une nouvelle loi baissant les retraites, a provoqué une grève générale. Le système fiscal implique une régression sociale profonde. Les impôts indirects augmentent constamment, les impôts directs pèsent prioritairement sur les salaires alors qu'on réduit continuellement les cotisations patronales à la Sécurité sociale.

Le gouvernement a abandonné tout projet de relance de l'activité économique au travers des dépenses publiques. Pour la première fois, en 1987, l'augmentation des dépenses publiques sera inférieure à la croissance prévue du PIB. Le PSOE pense, comme le patronat, qu'il est indispensable de réduire le déficit public, en comprimant drastiquement les dépenses, pour permettre la reprise de l'investissement privé. Enfin, la flexibilité du marché du travail occupe la place centrale dans les objectifs du patronat et du gouvernement qui prétendent qu'elle est indispensable à la création d'emplois.

Pourtant, les normes en vigueur, après des attaques répétées contre le droit du travail sont déjà d'un libéralisme extrême. Preuve en est d'une part, les pertes d'emplois déjà subies et d'autre part, le développement du travail précaire qui concerne maintenant plus de 40 % des nouveaux emplois.

Dans cette situation, marquée par des conditions économiques et politiques défavorables aux travailleurs, par les attaques profondes et continues qu'ils subissent, conséquences du libéralisme dominant, le capitalisme espagnol n'a pas devant lui un chemin parsemé de fleurs. La situation et les perspectives économiques sont mauvaises. A côté de quelques rares facteurs positifs, dominent les problèmes et les difficultés.

LE FARDEAU DU MARCHÉ COMMUN

Pour 1986, considérée comme une année de petite reprise, la croissance prévue

du PIB est de 2,5 %. Pour 1987, le pronostic gouvernemental est de 3 % et les projections pour les années qui viennent ne dépassent pas ce taux de croissance. Sans même parler du côté hypothétique de ces prévisions, en particulier la croissance de 1987 repose sur une hausse de la consommation de 3 % et celle des exportations de 5,2 %, chiffres qui seront difficiles à atteindre, ces résultats pourront garantir le niveau d'emploi actuel mais ils n'empêcheront pas une hausse du chômage, si l'on prend en compte l'augmentation de la population active.

En 1986, et pour la première fois depuis 1978, on a assisté à une hausse du nombre d'emplois, autour de 2 %, mais cette reprise de l'emploi qui est utilisée démagogiquement pour avaliser la politique suivie, ne pourra se poursuivre longtemps, entre autre parce qu'elle implique une stagnation de la productivité quand le capitalisme espagnol, avec son entrée dans la Communauté économique européenne (CEE), va devoir affronter une longue et difficile période de compétitivité avec l'extérieur, dont les premiers résultats sont négatifs.

En effet, l'accord de l'entrée dans la CEE, signé précipitamment et dans des conditions désastreuses parce que le gouvernement en avait besoin en échange de son maintien au sein de l'OTAN, a détérioré les flux commerciaux de l'Etat espagnol avec les pays du Marché commun. En 1985, les exportations espagnoles vers la CEE ont dépassé de 12 % les importations en provenance du Marché commun, représentant respectivement, 50 % et 36 % du commerce extérieur espagnol. En revanche, pour les neuf premiers mois de 1986, les exportations vers la CEE ne représentaient plus que 94 % des importations en provenance de la CEE. Les premières s'étaient accrues de 4 % et les secondes de 25 %, si l'on compare avec les neuf premiers mois de 1985. L'Etat espagnol compte sur d'autres sources pour se rééquilibrer vis-à-vis de la CEE, notamment par le tourisme, et actuellement la balance des paiements de comptes courants espagnole présente un large excédent, l'équivalent de 1,6 % du PIB en 1985 et il s'approchera de 3 % en 1986 grâce aux

effets de la baisse des prix du pétrole. Mais on ne peut cacher l'importance du facteur de la compétitivité des marchandises espagnoles face à celles de la CEE, surtout quand on regarde les termes de l'accord, qui prévoient un démantèlement rapide dans les prochaines années des mesures de protection de l'industrie espagnole, alors que les barrières douanières et les restrictions en tout genre ont été levées en ce qui concerne les exportations agricoles espagnoles. L'économie espagnole va connaître une longue période de difficultés qui ne fait que commencer. Les travailleurs vont en subir les conséquences et ce, à cause d'un accord où les considérations politiques ont pris le dessus sur une estimation économique des possibilités qu'avait le capitalisme espagnol de digérer de tels accords douaniers.

La faiblesse des exportations depuis un an constitue un des aspects préoccupant de la situation économique. Cette faiblesse ne se limite pas aux relations avec la CEE, mais elle s'étend et s'aggrave sur le reste des marchés. Les exportations totales ont baissé de 6 % les neuf premiers mois de l'année. On observe une chute très significative des ventes aux Etats-Unis (10 %), vers les pays exportateurs de pétrole (22 %) et vers l'Amérique latine (15 %). La réduction de la valeur des exportations des produits énergétiques dont la chute des prix déforme l'évolution réelle des exportations, influe sur ces résultats mais, malgré tout, et sans préjuger des facteurs internationaux qui sont derrière ces chiffres, c'est un fait indiscutable que la capacité d'exportation de l'Etat espagnol a été touchée, on prévoit d'ailleurs pour 1986 une diminution réelle des exportations autour de 3 % alors qu'elles avaient augmenté de 4 % en 1985.

LES RAPINES DE L'INFLATION

Les difficultés qu'affrontent les exportations se mêlent aux tensions inflationnistes du système. Malgré les avantages dus à la dévaluation du dollar et la réduction du prix du pétrole, le taux d'inflation dépasse cette année les 9 %, au dessus des 8,1 % de 1985 et des prévisions gou-

vernementales (8 %). Cette évolution des prix a accentué le différentiel inflationniste avec les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), avec des répercussions négatives sur la compétitivité des produits espagnols, qui ne sont pas compensées par la dévaluation de la peseta, car la balance des paiements et le niveau des réserves font pression dans le sens inverse. Sur le plan intérieur, la hausse excessive des prix implique un nouveau recul du pouvoir d'achat des retraités et des travailleurs actifs. Les prestations que perçoivent les premiers ont été augmentées de 7 % au début de l'année 1986 et les seconds ont obtenu par les conventions collectives, une hausse moyenne des salaires de 8,2 %. L'indice du coût de la vie de janvier à septembre 1986 s'est déjà accru de 7,6 % avec, comme facteur aggravant pour les couches populaires, une hausse des biens alimentaires qui atteint 10,6 %, soit 13,4 % pour les douze derniers mois.

Les tensions inflationnistes récentes et l'échec des prévisions gouvernementales sur ce point créent certains problèmes pour imposer la réduction des salaires projetée pour 1987. Le gouvernement s'est fixé l'objectif d'une inflation à 5 % pour cette année, en voulant que cette prévision serve de référence pour les révisions salariales, ce que les syndicats ont avalisé. Le gouvernement, pour des raisons évidentes, a toujours intérêt à pousser à la baisse, alors qu'année après année, ses prévisions font faillite.

Pour les travailleurs du secteur public et les retraités, la loi budgétaire a prévu une révision à la hausse de 5 %, ce qui implique, sans préjuger des résultats des négociations collectives pour 1987, qu'il sera difficile de maintenir le pouvoir d'achat. Les 5 % d'inflation se dépassent facilement, parce que ce chiffre implique une baisse drastique des tensions inflationnistes. Or, il n'y a aucune raison de penser qu'un tel mouvement est possible actuellement. Le gouvernement ne fait rien pour atteindre ses objectifs. Bien au contraire, le fait de fixer les salaires sur l'inflation prévue l'encourage dans ce sens, car par l'inflation, il accentue la distribution de la rente, des salaires vers les bénéficiaires. C'est bien là son objectif, celui-ci scrupuleusement rempli. En 1986, la chute spectaculaire des prix du pétrole aurait dû permettre de faire baisser l'inflation en-dessous des 8 %. Pourtant, le gouvernement, pour empêcher que les travailleurs puissent profiter des avantages d'un pétrole bon marché, une fois passés les accords sur les salaires, a modifié de façon minime les prix de l'essence, concentrant la baisse des dérivés du pétrole sur les produits utilisés par les entreprises, et réservant à l'Etat des bénéfices qui ont été multipliés par quatre.

La baisse du pouvoir d'achat des salaires déprime la consommation et agit comme un facteur récessif sur la production. Cet effet négatif se maintiendra en 1987 et dans les années qui viennent puisque les salaires réels continuent d'être rognés, conséquence de la situation dramatique de l'emploi. En 1986, la croissan-

EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE (en milliers de personnes)

Secteurs	Situation au III trimestre 1986	VARIATIONS		Total Gouvernement socialiste
		1983 1984 1985	1986 Janvier à septembre	
Agriculture	512	-41	-31	-72
Industrie	2.326	-196	37	-159
Construction	639	-176	79	-97
Transp./comm.	480	-17	1	-16
Total travailleurs productifs	3.957	-430	86	-344
Services privés	2.377	-80	179	99
Administration	1.344	182	76	258
Total salariés	7.678	-341	328	-13
Non salariés	3.121	-107	-72	-179
Total occupant un emploi	10.799	-435	269	-166
Actifs autres	87	9	-13	-4
Chômeurs	2.913	737	-87	650
Total pop. active	13.799	311	170	481

ce estimée de la consommation se situe autour de 2 %, alors qu'il y a eu création de postes de travail et une faible détérioration des salaires réels. Pour 1987, les perspectives de l'emploi ne sont pas aussi favorables, et si les salaires suivent les plans du gouvernement, le pouvoir d'achat baissera de façon plus importante. En conséquence, la prévision d'une hausse de 3 % de la consommation semble particulièrement optimiste. Si l'on ajoute à cette estimation, les prévisions négatives pour les exportations et le caractère restrictif de la politique fiscale — la réduction du déficit budgétaire et les rentrées publiques dépassant les dépenses — on peut prévoir pour 1987 que le climat de dépression persistera, même si l'on pourra noter une légère amélioration par rapport à l'évolution de 1986.

LA MODERNITÉ

Les espoirs du gouvernement reposent sur une reprise des investissements privés. Si l'on en croit l'idéologie qui imprègne la politique économique de ce gouvernement, la seule force capable de créer des emplois, c'est l'investissement privé.

Cette opinion est bien sûr toujours nuancée de l'inévitable « à long terme », car dans l'immédiat, les investissements s'orientent plus vers la rénovation et la modernisation du processus de production, que vers l'élargissement de ses capacités productives, ce qui tend à produire une substitution de la main-d'œuvre, plutôt qu'à créer des emplois. Le phénomène vaut également pour le long terme, car malgré tous les avantages octroyés au patronat, les investissements ont tendance

à se montrer faibles, ce qui est logique dans une situation où l'excès des capacités productives est la règle dans la majorité des secteurs industriels. De plus, il existe de lourdes incertitudes économiques et une méfiance vis-à-vis du gouvernement et de ses capacités réelles en matière de politique économique. D'autre part, la politique monétaire suivie consiste à fixer des taux d'intérêts démesurément élevés, supérieurs de 6 à 8 points à ceux des principales devises du marché international, sans aucune justification et bien que le fort excédent de la balance des paiements permettrait sans risque pour la peseta et l'équilibre du commerce extérieur, de s'approcher des taux d'intérêts prédominants sur le marché des eurodevises.

Pour un futur lointain, on pense que le capitalisme espagnol, s'il parvient à obtenir des progrès significatifs en matière de productivité, s'il se dote de capacités de production capables de le rendre compétitif, pourra atteindre une croissance suffisante pour absorber une partie du chômage. Les socialistes se sont engagés dans ce pari et pour le gagner, ils ne reculent devant rien. Ils ferment les yeux devant les contradictions du projet, aucun coût immédiat, même une détérioration plus forte de l'emploi n'a d'importance à leurs yeux.

De ce pari, ils font dépendre le reste des objectifs économiques et, sur le terrain social, ils sont disposés à faire table rase de tous les droits des travailleurs pour que ces derniers ne fassent pas obstacle à la conquête de la « modernité ».

Pedro MONTES
Novembre 1986

" Terre et liberté "

Le combat séculaire des journaliers Andalous

LES mobilisations actuelles des journaliers agricoles en Andalousie ont leurs racines historiques dans les premiers soulèvements qui eurent lieu à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, à Jerez, Cordoba, El Arrabal. La Garde civile fut d'ailleurs créée pour assurer le maintien du pouvoir et la sécurité des latifundistes sur des terres principalement destinées à l'élevage du bétail. Quelques familles de « Grands d'Espagne », les Alba, les Medina-Sidonia, les Medinacelli, se partagent historiquement ces terres.

Seule, en 1931, la République suscita quelque espoir chez

les sans-terre. La Loi de réforme agraire du Front populaire, en 1936, fut arrachée par les grands mouvements d'occupations des terres, à grand-peine tolérés par le gouvernement républicain qui dut tenir compte de la force des organisations paysannes. Le soulèvement franquiste, le 18 juillet 1936 et l'occupation rapide d'une grande partie de l'Andalousie par les fascistes, eu pour conséquence le massacre des journaliers les plus radicaux. La répression qui frappa alors la population et les organisations paysannes, ouvrit une période noire, faite de misère, de peur et de faim.

Ignacio RIOS

Le développement économique des années soixante entraîne le début de l'émigration, qui devient une véritable soupape de sûreté (voir tableau 1). L'Europe entière, mais aussi les banlieues de Madrid, de Barcelone et de Bilbao se remplissent d'andalous chassés de leur terre par la faim. Le nombre de journaliers décroît. Pourtant, la tension sociale augmente en Andalousie. Près de 92 % des travailleurs potentiels attendent sur les places des bourgades, un éventuel contrat de travail que proposent les contremaîtres des grandes propriétés. C'est à cette période que le gouvernement crée « l'emploi communautaire », un système destiné à donner du travail aux chômeurs par des œuvres d'infrastructures, mise en chantier de routes, remise en état des rues, travaux d'adduction d'eau etc., en échange d'un salaire qui permet tout juste aux journaliers de ne pas mourir de faim en attendant un hypothétique emploi agricole au moment des récoltes.

La crise économique des années soixante-dix ferme la possibilité d'émigrer. La mobilisation contre la dictature et la période de montée du mouvement ouvrier qui coïncide avec la mort de Franco en 1975, favorisent l'organisation d'un puissant mouvement des journaliers. Cela se traduit notamment par l'extension des Commissions ouvrières (CO) à presque toutes les régions d'Andalousie et la fondation du Syndicat des ouvriers agricoles (SOC).

A la vieille revendication d'une réforme agraire, toujours présente, s'ajoutent celles du droit au travail, de la suppression de la mécanisation qui réduit les possibilités d'emplois et la protestation contre la mise en place de cultures nécessitant peu de main-d'œuvre, telles le tournesol, les céréales, aux dépens de cultures comme l'olivier.

La structure du système de l'emploi communautaire qui implique la réunion continue et quotidienne des ouvriers qui se répartissent les grands travaux, faci-

lite la pénétration des syndicats paysans et ouvre la voie à une mobilisation collective, l'occupation des grandes propriétés redevenant la forme de lutte centrale des journaliers. L'Union du centre démocratique (UCD) d'Adolfo Suarez, qui conduit la transition post-franquiste, ne trouve que la répression du mouvement comme solution à ce problème.

LA PROPRIÉTÉ DE LA TERRE EN ANDALOUSIE ET LA LOI DE RÉFORME AGRAIRE

38 % de la superficie totale de l'Andalousie est occupée par des propriétés qui dépassent les 500 hectares. 11 400 exploitations ont une superficie supérieure à 100 hectares. Comme beaucoup de propriétaires ont plusieurs exploitations, dans les faits, quelques milliers de personnes possèdent plus de la moitié des terres andalouses, soit 5 234 668 hectares.

25 % des 434 000 hectares de terre irriguée sont aux mains des grands propriétaires terriens. 62 % des terres non cultivées — pâturages, bois, montagne etc. —, soit 2 600 000 hectares sont ré-

parties dans les propriétés supérieures à 500 hectares. Ces dernières années, des changements importants se sont produits dans la campagne andalouse. On est passé de formes arriérées d'agriculture, à une agriculture plus développée impliquant des techniques plus modernes. Conséquence de cette évolution, on assiste à une majeure concentration des terres, c'est-à-dire plus de pouvoir et de profits pour les grands propriétaires. Les paysans ayant moins de 20 hectares de terres qui forment 87 % du nombre total des exploitations occupent 17 % de la superficie totale. Les paysans moyens, dont la propriété est comprise entre 20 et 200 hectares, occupent 12 % de la superficie totale. Le reste des terres est occupé par 259 fermes ayant chacune plus de 2 500 hectares.

Le 25 octobre 1983, le gouvernement autonome d'Andalousie, dirigé par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) rendait public son avant-projet de Réforme agraire. Trois ans après son approbation au parlement, on peut juger de la validité de ce projet où tout ce qui ressemblerait à une réforme agraire modifiant la distribution injuste de la terre, est pure coïnci-

TABLEAU 1

EMIGRATION ANDALOUSE DE 1960 à 1973

EMIGRATION INTERIEURE		EMIGRATION VERS L'EUROPE	
<u>nombre</u>	<u>destination</u>	<u>nombre</u>	<u>destination</u>
788.000	Catalogne	600.000	France
250.000	Madrid	300.000	Suisse
170.000	Valence	200.000	Allemagne
50.000	Euskadi	100.000	Autres pays
50.000	Baléares		
Nombre d'habitants en Andalousie :		1940	5.200.000
		1975	6.132.000

Avec le taux de croissance moyen de la population espagnole qui fut de 37% entre ces deux dates, la population d'Andalousie aurait du atteindre 8.400.000 personnes

dence.

Les antécédents de cette loi se trouvent dans deux projets, l'un franquiste qui avait pour nom Loi de réforme et de développement agraire, l'autre appartenant à l'UCD, la Loi des propriétés manifestement améliorables. Son objectif fondamental est de parvenir à une reconversion des campagnes par la rentabilisation capitaliste de l'agriculture.

Les projets d'expérimentations qui ont été mis en marche par l'application de cette loi, affectent uniquement les terres mal cultivées, en « obligeant » leurs propriétaires à céder temporairement leurs terres, moyennant indemnisation, lesquelles sont adjugées à des coopératives de travailleurs. Une fois la rentabilité de la terre améliorée, le latifundiste a la possibilité de les récupérer. L'objectif du PSOE vise essentiellement la modernisation des structures de production, en favorisant des cultures ayant un haut degré de mécanisation. Il laisse totalement de côté le caractère social du problème qui devrait être l'axe de la réforme agraire et qui implique l'expropriation sans indemnités des grandes propriétés et leur remise aux paysans sans terre, conjointement à la mise en œuvre d'une industrie de transformation et de circuits de commercialisation de la production agricole, qui font totalement défaut en Andalousie à l'heure actuelle.

Les Commissions ouvrières, qui disposent de la majeure implantation dans toutes les provinces, et le SOC, extrêmement combatif et surtout implanté dans les provinces de Séville et de Cadix, ont répondu à ce projet du gouvernement en avançant leur propre conception de la réforme agraire. Lors de son congrès en 1984, le SOC déclarait : « *La terre, comme l'air ou l'eau, est un don de la nature et donc, nul ne peut le confisquer à son profit ou pour s'enrichir. C'est un bien public, une propriété du peuple qui doit être destinée à l'usage et la jouissance de la communauté qui l'habite et la travaille. La terre ne peut qu'être propriété publique, Propriété du peuple.* »

LA DISPARITION DE L'EMPLOI COMMUNAUTAIRE

Voilà quelques années, la bourgeoisie espagnole a commencé son effort d'adaptation des structures économiques aux exigences de l'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE). Sur le plan agricole, cette transformation s'est traduite par l'arrachage généralisé des oliviers et la baisse de la production de coton au profit de cultures intensives plus mécanisées et en accord avec les exigences de leurs partenaires européens (voir tableau 2). Ces reconversions de l'agriculture se sont accélérées ces trois dernières années avec l'introduction de cultures non traditionnelles comme la carotte, la fraise ou les fruits et légumes tropicaux, dans des zones ayant une faible tradition de luttes paysannes comme les provinces de Almería, Huelva, en systématisant l'emploi d'une main-d'œuvre bon marché, le plus souvent féminine ou bien provenant de la

TABLAU 2
SURFACE CULTIVEE PAR
CULTURE (Andalousie occidentale)

	Année	Nbre total d/hectares
Blé, orge, avoine, tournesol	1962	621.573
	1972	801.923
Coton	1962	202.681
	1972	61.131

crise que connaît la pêche artisanale.

Une reconversion de ce genre supposait la liquidation du secteur social qui a été à la tête de la lutte pour la réforme agraire et plus particulièrement du SOC, symbole et direction du combat des journaliers. C'est dans cette optique que le PSOE a abordé la disparition de l'emploi communautaire, tout d'abord en laissant 40 000 travailleurs exclus du droit à bénéficier de ces emplois, puis, en lui substituant le Plan d'emploi rural (PER). La fonction première de ce plan est justement d'éliminer ce caractère de regroupement collectif de travail. Il remplace l'emploi communautaire par une allocation annuelle de chômage pour les journaliers qui ont travaillé un minimum de 60 journées dans des travaux agricoles, provoquant ainsi la compétition, la vente individuelle et la corruption pour obtenir ce minimum qui donne droit au paiement de cette allocation. Les cas ne sont pas rares où les journaliers ont travaillé gratuitement sur les grandes propriétés afin d'obtenir que le patron leur délivre un certificat de travail.

Parallèlement, le gouvernement s'est lancé dans la répression systématique des ouvriers agricoles les plus combatifs qui usent des méthodes de luttes les plus directement anti-capitalistes, les occupations de terres. Plus de 600 procès ont été intentés contre les militants du SOC et des Commissions ouvrières, avec des demandes de peines qui atteignent parfois plusieurs années de prison, pour des « délits » comme les occupations symboliques de propriétés, la formation de piquets pour exiger le partage du travail entre toutes les mains, les blocages de routes. Des exemples comme celui des journaliers d'El Coronil contre lesquels furent demandés 3 ans de prison, parce qu'ils s'étaient enfermés dans la mairie du village d'où ils furent délogés par la Garde civile qui fit sauter la porte à la dynamite, sont suffisamment démonstratifs de la politique répressive de la social-démocratie.

L'IMPORTANCE DE LA MOBILISATION CONTRE LA REPRESSION

Se joue à l'heure actuelle, la survie du mouvement des journaliers, moteur de la faible lutte nationale andalouse et colonne vertébrale de la gauche anti-capitaliste. La disparition de ce collectif important et combatif signifierait un recul du mouvement révolutionnaire en Andalousie

et dans tout l'Etat espagnol. Ce serait une lourde défaite pour le mouvement ouvrier qui aborderait la lutte syndicale agraire dans des conditions infiniment plus difficiles qu'elles ne le sont actuellement, avec la consolidation d'un capitalisme agricole moderne, basé sur la surexploitation des hommes. Plus de 3 000 personnes sont venues à El Coronil, répondant par une manifestation et une occupation symbolique de terres, à l'emprisonnement de Diego Canameras, le secrétaire général du SOC (1). Quinze jours plus tard, plus de cent journaliers participaient à une grande mobilisation à Madrid, avec l'appui des organisations de gauche, et plus particulièrement des organisations révolutionnaires madrilènes.

Pour l'instant, la répression paraît s'être calmée. Les actions unitaires impulsées par l'ensemble des organisations syndicales, Commissions ouvrières, SOC, Confédération nationale du travail (CNT) et des partis de gauche, Parti communiste d'Andalousie (PCA), Parti communiste (PC), Mouvement communiste d'Andalousie (MCA), Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont été une démonstration de la sensibilité unitaire des travailleurs de l'Etat espagnol. Mais il manque toujours une certaine continuité qui puisse créer une véritable conscience anti-répressive. Le PCA et la Gauche unie (IU) (2), prétendent canaliser la lutte dans les limites étroites de leur action parlementaire, en voulant l'utiliser uniquement et exclusivement au profit de leur parti. C'est aussi pourquoi les réponses à la répression ne se font qu'au coup par coup et largement grâce à la vigilance des organisations révolutionnaires. De leur unité et de leur capacité à maintenir l'initiative dans le combat dépendra que deviennent réalité, les vieux mots de l'hymne andalou, Terre et Liberté. ■

Ignacio RIOS
Novembre 1986



1. Sur le procès de Diego Canameras, voir *Inprecor* numéro 227 du 6 octobre 1986.

2. La Gauche unie (IU) est une coalition qui a été formée lors des élections générales de juin 1986. Elle comprenait les partis suivants : le Parti communiste espagnol (PCE) de Gerardo Iglesias, le Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE) de Ignacio Gallego, la Fédération progressiste (FP) de Ramon Tamas, le Parti d'action socialiste (PASOC) de Alonso Puerta ainsi que le Parti carliste et le Parti humaniste qui devaient quitter IU peu de temps après les élections. Le parti de l'ancien secrétaire général du PCE, Santiago Carillo, Unité communiste (UC) avait refusé de s'intégrer à IU.

U.G.T : une étrange victoire électorale

DU 1er octobre au 31 décembre, six millions de travailleurs de l'Etat espagnol étaient appelés à participer aux élections syndicales générales, les premières depuis 1982, pour désigner leurs délégués.

Le gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a modifié la loi électorale afin de favoriser l'Union générale des travailleurs (UGT), la centrale liée aux socialistes, aux dépens des Commissions ouvrières, proches du Parti communiste. Sachant que les Commissions ouvrières ont une implantation plus forte dans les grandes entreprises, le gouver-

nement a augmenté la proportion de délégués dans les petites entreprises. Ainsi, une entreprise de 49 salariés devait élire 3 délégués et une entreprise de 2 000 personnes, 23 !

Les résultats ont été à la hauteur des espérances du pouvoir puisque l'UGT a gagné les élections avec 200 000 voix de moins que les Commissions ouvrières (voir encart). Nous publions ci-dessous une analyse de ces élections syndicales, faite par un camarade de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, et membre de la direction des Commissions ouvrières. ■

Joaquin NIETO

Les travailleurs, et plus particulièrement la gauche syndicale peuvent analyser avec satisfaction les résultats des élections syndicales. Les tentatives du gouvernement et de la direction de l'UGT d'utiliser ces élections pour obtenir un appui à leur politique économique et favoriser l'emprise hégémonique d'un syndicalisme de conciliation ont échoué. Même si l'UGT a obtenu plus de délégués que les Commissions ouvrières, elle a perdu les élections dans les moyennes et grandes entreprises, dans la majorité des bastions du mouvement ouvrier et même, dans les banques, les télécommunications et les transports.

LA PROGRESSION DES COMMISSIONS OUVRIÈRES ET DE LA GAUCHE SYNDICALE

Au début du processus électoral, nous faisons l'analyse suivante : « *Le PSOE, depuis le gouvernement, et l'UGT, depuis le terrain syndical, se répartissent le travail pour essayer d'instaurer un syndicalisme bureaucratique et domestiqué. Le gouvernement a besoin d'une meilleure couverture sur son flanc syndical pour imposer une politique économique encore plus agressive vis-à-vis des travailleurs et pour asseoir socialement son hégémonie électorale. Le PSOE a besoin de la victoire de l'UGT à ces élections. De là vient le décret qui a repoussé les élections prévues en 1984 et l'appui institutionnel ouvert à cette centrale. L'usure politique du gouvernement et de l'UGT que nous avons vue ces dernières années dans la classe ouvrière, rendra difficile une progression de ce syndicat parmi les travailleurs qui ont participé aux élections de 1982. Ce seront probablement les Commissions ouvrières ou d'autres formations syndicales qui progresseront en voix et en nombre de délégués dans ces secteurs. Mais, chez les nouveaux électeurs, qui auront un poids décisif dans le résultat final, le terrain risque d'être plus favorable à l'UGT.*

Elle a plus d'argent, plus de permanents et donc plus de possibilités d'envoyer des gens à la porte de ces petites entreprises où l'organisation ouvrière n'existe pas, où elle pourra bénéficier du soutien implicite du patronat.

« De même, l'appui des institutions, particulièrement des municipalités socialistes, lui sera très utile dans les régions arriérées. Enfin, il faut le reconnaître, cette frange de travailleurs est plus réceptive au discours d'un syndicalisme modéré et de services que porte l'UGT ». (1).

De cette analyse, confirmée par les événements, nous en déduisons les tâches suivantes : « *Pour tous les révolutionnaires qui, depuis des années, essaient de contrecarrer ces tendances conciliatrices du syndicalisme, il est important de poursuivre cette bataille dans ces élections syndicales* ».

Les résultats obtenus par les Commissions ouvrières et, en leur sein, par les secteurs les plus révolutionnaires qui ont augmenté leur nombre de délégués, la vitalité démontrée par certains collectifs de la gauche syndicale, sont des faits très positifs.

La situation de recul de la conscience et de la force du mouvement ouvrier qui prévaut depuis quelques années, produit de la politique réformiste de démobilisation ouvrière s'exprimant dans les pactes sociaux qui ont suivi la transition post-franquiste, est favorable à la progression de ce type de syndicalisme conciliateur qu'incarne l'UGT. Pourtant, les élections qui viennent de se dérouler sont un échec de ceux qui voulaient en faire la force hégémonique dans le mouvement ouvrier. Nous devons estimer ce fait à sa juste mesure car si le gouvernement avait atteint ses objectifs, ce qui semblait être le cas dans la première phase des élections, il aurait pu se livrer à une politique anti-ouvrière plus accentuée. Un appui social accru l'aurait incité à étendre la répression syndicale contre les secteurs ouvriers les plus combattifs, à l'image de sa pratique

dans les campagnes andalouses. Aujourd'hui, bien que ses objectifs demeurent les mêmes, les conditions lui sont moins favorables.

L'effet positif que vont avoir ces résultats électoraux sur l'avant-garde ouvrière, est tout aussi important. Ils confirment la nécessité d'une politique syndicale offensive et combative.

QUELQUES ÉLÉMENTS D'ANALYSES

— Quelles sont les raisons du succès des Commissions ouvrières ?

Si cette organisation n'avait pas modifié ces dernières années des points importants de sa politique, si elle n'avait pas adopté des positions plus combatives, il ne fait aucun doute qu'elle n'aurait pas obtenu ces résultats. La démobilisation et le recul de la classe ouvrière auraient été plus importants, le vote pour les syndicats modérés plus fort, et les Commissions ne seraient pas apparues comme une alternative claire à l'UGT. Cette dernière aurait poursuivi sa progression comme les années précédentes. Entre deux syndicats présentant le même profil de conciliateurs, les travailleurs auraient choisi le plus apte à jouer ce rôle, c'est à dire l'UGT.

— Les travailleurs ont fait payer sa modération à l'UGT.

La presse espagnole, qu'on ne peut soupçonner de sympathie pour le mouvement ouvrier le plus radical, analysait les résultats de l'UGT en ces termes : « *Le syndicat socialiste a dû subir les conséquences de ses positions modérées. Là où il avait choisi la négociation et non la confrontation avec le patronat, c'est la déroute. Ce sont les servitudes des liens avec le pouvoir.* » (2).

De façon moins brutale, les propres dirigeants de l'UGT ont dû se rendre à l'évidence, au vu de leur échec spectaculaire dans les entreprises publiques. La

1. *Combate*, numéro 417.
2. *Diario 16*

conciliation n'a rien apporté aux travailleurs, sinon des trahisons, ils s'en sont souvenus au moment du vote. Maintenant, la direction de l'UGT essaie d'améliorer son image de marque, mais il est difficile de changer l'image sans changer la pratique.

— La fraude électorale a été scandaleuse.

Même si l'on ne connaît pas encore les résultats définitifs, on sait qu'elle a porté sur des milliers de voix dans les petites entreprises. La fraude n'a pas été une somme de faits isolés, ce fut une stratégie électorale de l'UGT. Non seulement, elle modifie indubitablement le scrutin final mais aussi, ce type de pratique jette l'opprobre sur l'ensemble du mouvement syndical.

— Les élections syndicales sont un instrument de mesure des différentes organisations syndicales et du soutien que leur apportent les travailleurs. Mais ce n'est ni le seul ni le plus important.

La structuration dans les entreprises, la qualité des militants, les capacités de mobilisations et de lutte sont tout aussi importantes pour jauger la force des syndicats. Surtout, elles sont plus utiles dans la défense quotidienne des travailleurs que les élections syndicales. C'est encore plus vrai pour ces élections-là. C'est le gouvernement qui a établi les normes électorales, ingérence flagrante dans la vie du mouvement ouvrier. Il a soutenu ouvertement les syndicats les plus modérés pour qui la publicité et le nombre de délégués obtenus comptent plus que l'implantation en profondeur ou l'organisation réelle des travailleurs. L'exemple des « agents électoraux » de l'UGT rémunérés au nombre de délégués élus est particulièrement honteux. Dans le découpage électoral, le gouvernement a favorisé les petites entreprises où il fallait moins de voix pour obtenir un délégué, sachant parfaitement que c'est dans ces secteurs que l'UGT pouvait faire une percée. Enfin, l'instauration d'un mandat de quatre ans favorise la bureaucratie et la coupure entre les délégués et la base qui les ont élus. Il faut remettre en question ce modèle de scrutin pour les prochaines élections syndicales. Bien sûr, ce sera plus difficile maintenant que lors de sa mise en place par l'UCD.

— Le reste de la gauche syndicale, à l'exception de la Confédération nationale du travail (CNT), anarchiste, a obtenu de bons résultats.

Les résultats de la CNT sont infimes. En revanche, la majeure partie des syndicats et des collectifs syndicaux radicaux maintiennent leur implantation. En Euskadi, LAB, proche d'Herri Batasuna, double ses voix (3). Pareil dans les Asturies pour la CSI qui, avec une centaine de délégués, maintient une forte implantation dans les grandes entreprises de la région de Gijón. Par contre, en Galice, l'INTG accuse sa scission : les deux parties obtiennent des résultats identiques, soit chacune la moitié des deux mille voix recueillies en 1982, mais les deux perdent leur représentativité légale. Quant aux collectifs d'entreprises qui peuvent exister, ils se

LES RESULTATS DES ELECTIONS SYNDICALES

Près de trois millions et demi de travailleurs, appartenant à 78.000 entreprises ont élu leurs représentants syndicaux.

Près de 1.200.000 ont voté pour les Commissions ouvrières et près d'un million pour l'UGT.

170.000 délégués ont été désignés. 61.000 sont affiliés aux Commissions (35%) et 69.000 à l'UGT (39,9%). C'est à dire, l'UGT avec moins de voix obtient plus de délégués. Cette différence est due au système électoral qui exige un plus grand nombre de voix pour obtenir un délégué dans les moyennes et les grandes entreprises que dans les petites.

Si nous prenons les 500 plus grandes entreprises, 1.085.593 électeurs, représentant plus de 30% du total des travailleurs qui ont participé aux élections, n'auront élu que 25.000 délégués soit, 15% du nombre total de délégués. Dans ce secteur, les Commissions ouvrières ont obtenu 11.132 délégués (41,8%) et l'UGT, 8.133 (31,6%).

Dans les entreprises de plus de 50 personnes, l'UGT obtient 37,2% des délégués soit 2,3% de moins que les Commissions qui obtiennent 39,5%, améliorant ainsi leur score tant en nombre de délégués qu'en pourcentage par rapport à 1982, l'écart avec l'UGT s'agrandissant.

Si l'on fait une analyse plus fine de ces entreprises, les Commissions ouvrières obtiennent 14 points de plus que l'UGT dans les entreprises de 251 à 500 travailleurs; 10 points de plus dans celles de 501 à 750; 15 points de plus dans celles de 751 à 1000 et 6 points dans les entreprises de plus de 1000 personnes.

Mais finalement, l'UGT obtient globalement quelque 8 500 délégués de plus que les Commissions ouvrières, c'est à dire près de 5% de plus, à cause de son avantage dans les entreprises de moins de 50 salariés. ■

maintiennent en Euskadi mais leur présence décroît dans le reste de l'Etat.

— Les travailleurs du tertiaire n'ont pas voté pour les syndicats modérés.

Les fossoyeurs du syndicalisme combatif prédisaient la mort du syndicalisme revendicatif traditionnel en se basant sur les mutations structurelles de la classe ouvrière, et le poids plus important des travailleurs du secteur tertiaire. Les résultats de ces élections infirment cette analyse. La soi-disant image moderne de l'UGT ne lui a pas été très utile dans les banques et les centraux téléphoniques où elle a subi une défaite cinglante au profit des Commissions ouvrières. Il faut souligner certains faits intéressants, comme par exemple la progression de LAB qui s'est faite dans les secteurs administratifs, dans les banques, la santé, l'enseignement, les grands magasins, où le poids du réformisme est moindre, où la main d'œuvre est plus jeune et plus sensible au sentiment nationaliste radical. Pour conclure sur ce point, les nouveaux secteurs de la classe ouvrière ne sont pas condamnés « par nature » à être modérés. Bien au contraire, ils peuvent parfaitement être gagnés à un syndicalisme de combat.

NE PAS DILAPIDER L'ACQUIS DE CES RESULTATS

Les attaques que nous allons devoir affronter sont identiques à celles de la période écoulée : offensive contre les salaires et les conditions de travail lors des négociations collectives et surtout, la fameuse flexibilité de l'embauche, des ho-

raires et des emplois afin de rendre ces derniers encore moins stables et les licenciements plus faciles.

Les travailleurs ont besoin d'un syndicalisme de lutte et de solidarité de classe. Les résultats de ces élections devraient servir à renforcer ce type de syndicalisme dans toutes les commissions ouvrières, parce qu'il a démontré qu'il était plus utile aux travailleurs que le syndicalisme de conciliation et de collaboration.

Mais cette voie ne semble pas être celle prise par la direction des Commissions ouvrières depuis les élections.

Par exemple, à la Telefonica où les Commissions ont fait un score impressionnant, la direction du syndicat au lieu de prendre une position offensive, a abordé la négociation de la convention collective de façon timorée, en réclamant des augmentations de salaires inférieures à celles réclamées par la direction confédérale et ce, dans une entreprise qui a fait cette année 30 milliards de pesetas de bénéfices, soit 20% de plus que l'an dernier.

Nous allons devoir faire face à la mise en place de la flexibilité. Dès maintenant il est nécessaire d'organiser une mobilisation d'ampleur contre ce projet en s'appuyant sur le soutien qu'ont apporté les travailleurs aux syndicats combattifs dans ces élections et en profitant de l'échec du gouvernement. ■

Joaquín NIETO,
Combate, 17 janvier 1987.

3. Sur le pays basque, voir *Inprecor* numéro 234.

Voilà 75 ans, naissait l'ANC

LE Congrès national africain (ANC), principal mouvement politique sud-africain, vient de fêter ses 75 ans d'existence. Créé le 8 janvier 1912, il était alors un regroupement démocratique d'Africains réclamant l'émancipation des leurs. La société sud-africaine était à cette époque une société coloniale au sens strict du terme. Métis et Indiens pouvant encore y

disposer de certains droits, à la différence des « indigènes ». Leur libération rentrait en résonance avec les premiers mouvements noirs d'Afrique et des Caraïbes, regroupements d'intellectuels au travers d'une prise de conscience essentiellement culturelle et démocratique.

Dominique LEGRAND

L'ANC était à ses origines un mouvement strictement nationaliste, largement légaliste et petit bourgeois. Dès la fin des années 1930, alors que la situation sociale et économique du pays est en pleine mutation, l'ANC connaît une crise interne sérieuse qui amènera, quelques années plus tard, la jeune génération à prendre les rênes. Parmi celle-ci, se trouvaient Nelson Mandela et Oliver Tambo. C'est un changement important pour l'ANC. Il s'agit pour lui de se tourner plus vers le mouvement de masse, plus vers les mobilisations concrètes et de cesser de s'en remettre aux pétitions de principes. Les masses indiquaient d'ailleurs déjà cette direction : la montée du syndicalisme africain et la grande grève des mineurs de mars 1947 exprimaient ces nouveaux besoins.

L'ANC restait pourtant un mouvement nationaliste ouvert aux seuls Africains. Sa conception d'une Afrique du Sud démocratique était celle d'une société pluri-ethnique dans laquelle les lois garantiraient un certain espace juridique spécifique à chaque nationalité pour préserver la coexistence entre toutes. Cette conception se retrouvera d'ailleurs dans la rédaction de la fameuse Charte de la Liberté de 1955. L'ANC met donc en pratique une politique de front unique assez particulière, qui correspond à sa conception de la question nationale. Elle est fondée sur l'adjonction de mouvements équivalents représentant les Métis, les Indiens et les Blancs. De là naîtra le Congrès du peuple qui lança la Charte au nom de cinq organisations, l'ANC, le Congrès indien sud-africain, le Congrès des démocrates, le Congrès métis et le Congrès sud-africain des syndicats (SACTU).

Durant les années 1950, l'ANC s'en tiendra à cette ligne. Alors que le gouvernement met en place par la force tous les mécanismes de l'apartheid, l'ANC cherche l'appui des représentants libéraux, qui constituaient déjà à cette époque une fraction significative du grand capital, et qui furent censés représenter une solution possible pour la mise en place d'un gouvernement démocratique. L'Afrique entière se bat alors pour son indépendance et l'Afrique du Sud, conçue à tort à cette

époque comme une société coloniale classique, se devait, elle aussi, d'accéder à un régime de majorité noire. Malheureusement, c'était ne pas compter sur les particularités de ce pays et sur les besoins de l'impérialisme. Le régime de l'apartheid ne cédera pas de terrain et mettra en place un système de répression et de contrôle du travail des Noirs qui s'avèrera utile à tous les capitalistes sud-africains, y compris aux plus « libéraux » d'entre eux, pendant environ vingt ans.

L'ANC connaîtra alors une scission de ceux qui lui reprochent de n'être plus réellement le défenseur jaloux de la population africaine. De ce point de vue, ses relations avec les Blancs et aussi avec le Parti communiste leur apparaissent comme un changement qualitatif. La Charte de la Liberté, bien que fondamentalement fédérative, laisse peut-être à leurs yeux, la porte ouverte pour une Afrique du Sud où la majorité noire devrait partager son pouvoir. Ils finissent par rompre avec l'ANC et créent le Congrès pan-africaniste (PAC).

LE TOURNANT DES ANNÉES 1960

Le PAC et l'ANC, entre autres, se lanceront à cette époque dans de vastes campagnes contre le passeport intérieur imposé aux Africains. Le PAC appelle le 21 mars 1960 à de grandes manifestations au cours desquelles devaient être brûlés symboliquement les passeports : la répression s'abat à Sharpeville et à Langa, l'ANC et le PAC sont interdits, les directions passent à la clandestinité.

Ce sera un second tournant majeur pour l'ANC. A la lumière de la révolution algérienne, confronté à la répression la plus systématique, aidé par le Parti communiste, il fait le choix de la lutte armée.

Mais Sharpeville a bel et bien constitué l'aboutissement d'un recul du mouvement de masse. C'est la marque de la défaite. La lutte armée de l'ANC et du PAC démarrent donc à contre courant de la situation réelle. A peine commencée, elle est vite affaiblie. Beaucoup des principaux dirigeants sont arrêtés, jugés pour haute trahison et sanctionnés de peines de prison à vie. Mandela est parmi ceux-là.

Il reste à choisir l'exil et à reconstrui-

re le mouvement tout en maintenant le principe d'une guérilla à l'intérieur.

L'ANC commence une traversée du désert : l'exil peut être une solution transitoire nécessaire, il peut être aussi une impasse. La situation à l'intérieur du pays va changer plus vite que les tenants de l'apartheid ne l'espéraient. L'industrialisation obtenue grâce à la haute rentabilité du capital a fait surgir une nouvelle classe ouvrière. En 1973, première expression de ce changement, se déroule une grève générale dans la province du Natal d'où naîtront les premières équipes syndicales de la nouvelle génération. A cette époque se développe dans la jeunesse africaine un courant nationaliste radical qui combine prise de conscience culturelle et refus de toute collaboration avec le système et toutes fractions du capitalisme « éclairé ». Ce mouvement dit de la « conscience noire » est celui qui influence et organise la révolte de juin 1976 à Soweto. Ces deux événements marquent un début de radicalisation et l'ANC en est largement absent.

Autour de 1980 et 1981, il devient évident que l'ensemble du système de domination est entré en crise et que le mouvement populaire continue à se radicaliser. L'ANC existe, il dispose alors dans le pays d'une assise certaine en cadres et en influence. Mais il est loin de pouvoir prétendre à une hégémonie sur le mouvement de masse en construction.

Au cours de ces dernières années, cependant, l'ANC va évoluer sur toute une série de questions importantes. Ce n'est pas le lieu dans cet article d'interpréter ces changements. Mais il est important par contre de les signaler. Il va faire un effort considérable pour se construire au cœur des townships en utilisant au mieux son réseau de militants. Il va relativiser ses prétentions sur la « lutte armée » et attacher plus d'importance au travail de masse. L'ANC va savoir utiliser tous les moyens tactiques pour construire un vaste mouvement démocratique pluri-classiste autour de lui, en gagnant la confiance de cercles démocrates blancs et des Eglises. Cela aboutit au lancement en août 1982 du Front démocratique uni (UDF) qui fédère un grand nombre d'associations communautaires, La Charte de la Liberté en est la référence de base.

Danemark : Sanctions contre l'Afrique du Sud

Largement contesté dans le mouvement syndical, par des directions radicalement anti-capitalistes, il tourne après la fondation du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) en novembre 1985 et adopte un profil plus ouvert envers ceux qu'il condamnait auparavant, et cherche à les gagner politiquement à son propre projet stratégique.

Seul mouvement à avoir construit un vrai réseau de représentation à l'extérieur, l'ANC peut alors bénéficier d'appuis très divers et précieux. Il se dote d'une vraie diplomatie étrangère, renoue avec les libéraux et le grand patronat sud-africain, s'affirme comme un partenaire nécessaire dans les consultations internationales sur l'Afrique du Sud. La rencontre récente entre Oliver Tambo et Shultz est la marque de cette diplomatie mondiale.

Enfin, ce qui peut apparaître contradictoire, c'est l'affirmation de ses liens structurés avec le PC sud-africain qui place son secrétaire général, Joe Slovo, à la direction nationale de l'ANC au congrès de ce dernier en juin 1986.

L'ANC a ainsi reconstruit une force très importante à l'intérieur du pays. Quelles que soient les divergences qui le séparent d'autres courants et organisations, il est incontournable. Car au-delà de son existence en tant que mouvement politique centralisé, l'ANC ou plutôt « la tradition chartiste » est aussi un vaste mouvement social qui unifie, souvent sans les organiser, des milliers de jeunes et de travailleurs qui se reconnaissent dans le combat de Nelson Mandela ou qui s'identifient à ce mouvement et ses 75 ans d'histoire.

Même sans continuité réelle, l'ANC a acquis une crédibilité qui s'alimente de ces 75 années de lutte, de souffrance et de dépression. Ce mouvement a toujours été durement frappé. Des centaines de ses militants ont été assassinés par le régime raciste sans que cela n'affecte la détermination des nouvelles générations qui le rejoignent.

La révolution sud-africaine n'est pas pour demain et bien des programmes et des tactiques seront modifiés à l'avenir. La question du socialisme est de plus en plus débattue. L'avenir du mouvement syndical et particulièrement du COSATU est étroitement lié à la construction d'un mouvement ouvrier politiquement indépendant. Comment l'ANC s'insérera dans ces débats et pèsera sur ces événements, il est impossible de le prévoir aujourd'hui.

Le passé de l'ANC appartient à l'histoire. Il doit être discuté et débattu en toute liberté. Quant à l'avenir, l'ANC à lui seul n'a pas les réponses à toutes les questions stratégiques qui se posent et qui sont l'objet de débats complexes. Ces deux constatations autorisent une discussion ouverte et sans sectarisme. Mais, il doit demeurer un espace pour la solidarité — bien sûr — et aussi pour le respect. L'ANC, comme tous les autres mouvements sud-africains, écrit une des pages les plus glorieuses de la résistance des masses laborieuses contre le racisme, la répression et l'exploitation. ■

Dominique LEGRAND,
2 février 1987

À la fin de l'année 1986, le Danemark était probablement celui parmi tous les principaux pays capitalistes à avoir adopté la politique de sanctions la plus radicale contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Le 6 mai 1986, le Parlement danois a voté l'interdiction de toute importation de charbon en provenance d'Afrique du Sud qui fut suivie par une autre loi le 30 mai, qui imposait des sanctions sur toute relation commerciale entre le Danemark et l'Afrique du Sud (ces sanctions s'appliquent aussi à la Namibie).

Alors que la première de ces lois fut adoptée par le Parlement de manière quasi-unanime, la deuxième n'a obtenu qu'une majorité courte, étant soutenue uniquement par la majorité gouvernementale, composée des trois partis ouvriers, le Parti social-démocrate, le Parti socialiste populaire et le Parti socialiste de gauche et d'un petit parti petit bourgeois, le Parti radical.

Selon la législation danoise, les sanctions doivent être appliquées dans un délai de six mois. Donc, à la fin de 1986, il ne devait y avoir aucun rapport économique entre le Danemark et l'Afrique du Sud. Les décisions du Parlement sur cette question viennent après une période marquée par des actions de solidarité avec le mouvement de libération en Afrique du Sud. La plus importante fut un boycott syndical organisé par les dockers en 1985. Ces derniers, dont le syndicat, (Syndicat danois des travailleurs non qualifiés et semi-qualifiés) est le plus important du pays, refusaient de transporter des marchandises vers l'Afrique du Sud. Leur action avait une signification particulière, dans la mesure où elle lançait un défi contre l'interdiction des grèves pendant la durée des contrats biennaux entre les employeurs et les syndicats.

Les patrons de la marine marchande ont tout de suite porté la question de la grève devant les tribunaux des conflits sociaux où les responsables syndicaux furent obligés de soutenir le boycott. Même pendant la vague importante des "grèves de Pâques" au printemps 1985, la bureaucratie syndicale n'avait jamais fait face aux tribunaux de cette manière (cf *Inpécor* numéro 194 du 15 avril 1985).

Cette action poussait les partis politiques du Parlement à préparer des projets de lois sur les sanctions. Mais la perspective d'action par le Parlement a aussi servi d'excuse permettant à la bureaucratie syndicale de bloquer les initiatives de la base, évitant ainsi une confrontation directe avec le patronat devant les tribunaux.

LES PATRONS DETOURNENT LA LOI

Cependant, quelques failles ont été découvertes dans cette législation, et des sursis de deux ans ont été accordés à quatre compagnies. Ce qui est plus important, d'autres compagnies ont réussi à passer au travers de l'interdiction en enregistrant leurs activités dans d'autres pays, comme le Panama et le Libéria, sous les pavillons desquels ils continuent à mener leur commerce. Mais il semble qu'il y a une majorité au Parlement pour mettre fin à de telles pratiques, pour ce qui concerne les bateaux qui restent la propriété de capitalistes danois.

Traditionnellement, le commerce maritime a eu un poids important dans les rapports entre le Danemark et l'Afrique du Sud. Par exemple, il y a quelques années on a découvert que des bateaux danois avaient transporté des quantités importantes d'armes au régime de Prétoria, ce qui constituait une violation de la législation danoise. On a découvert également qu'une compagnie danoise s'était tout simplement servie d'une succursale ouest-allemande comme moyen de continuer à exporter vers l'Afrique du Sud. Un vote du parlement a mis fin à cette pratique, en précisant que l'interdiction s'appliquait à toute marchandise fabriquée au Danemark. Mais il reste aux patrons danois la possibilité de transférer leur production dans des usines situées dans d'autres pays. En plus, il existe des succursales en Afrique du Sud qui sont indépendantes d'un point de vue formel mais dont le capital est détenu par des capitalistes danois, et qui ne sont pas affectées par la législation.

La composante la plus importante du commerce danois avec l'Afrique du Sud est constituée par les importations de charbon, lesquelles constituaient jusqu'à récemment environ 10% de toutes les exportations de charbon de l'Afrique du Sud. Entre 1975 et 1985, les importations du charbon sud-africain ont augmenté par 20 pour représenter environ 90% des importations danoises en provenance de ce pays.

EN NORVEGE AUSSI

Une interdiction du commerce et des autres formes de rapports économiques avec l'Afrique du Sud, de la même nature que la législation danoise devrait être adoptée par le Parlement norvégien au printemps 1987. En Norvège, l'importation la plus importante en provenance d'Afrique du Sud est le manganèse. La loi fera une exception pendant une période de deux ans de cette importation, diminuant ainsi fortement l'impact du boycott. Cette période de deux ans pourrait d'ailleurs être éventuellement prolongée pour "des raisons liées à l'emploi".

Le boycott norvégien comporte aussi une interdiction des transports maritimes en provenance de et vers l'Afrique du Sud en ce qui concerne tout bateau norvégien (y compris ceux qui sont enregistrés dans d'autres pays), quand l'Afrique du Sud est clairement indiquée comme destination dans le contrat de transport. Mais le mouvement anti-apartheid norvégien souligne que très souvent les bateaux quittent la Norvège avec une autre destination indiquée dans le contrat et que la destination est changée en cours de route. Ainsi la nouvelle législation risque-t-elle de laisser plus de la moitié des transports maritimes intouchés.

Le Parti travailliste, au pouvoir, a adopté une attitude beaucoup plus timide par rapport à la politique du boycott que celle qu'elle défendait dans l'opposition. Pourtant, l'imposition des sanctions devrait être votée par ce parti et par deux petits partis bourgeois représentés au gouvernement, ainsi que par le Parti socialiste de gauche. Ce dernier proposera probablement des mesures plus radicales, alors que les principaux partis de l'opposition de droite voteront contre les sanctions proposées. ■

Comment développer la démocratie socialiste ?

Interview d'András Hegedüs

ANDRAS Hegedüs, né en 1922, a participé très tôt à la vie du mouvement ouvrier hongrois. En 1943-44, il participe, en tant qu'étudiant, à la réorganisation du Parti communiste clandestin, jusqu'à son arrestation. En 1949, il entre au Comité central et dirige sa section chargée de l'agriculture. En 1951, il entre au Bureau politique et devient ministre des Biens de l'Etat.

En 1955, il succède au dirigeant communiste libéral Imre Nagy à la tête du gouvernement et il est confirmé à ce poste par le Parlement en avril 1956, alors que le mouvement d'opposition qui allait mener au soulèvement d'Octobre avait déjà pris son essor. Il restera Premier ministre jusqu'au 23 octobre 1956, date à laquelle il est remplacé par Imre Nagy, sous la pression du mouvement de masse. Il aura donc passé toute la période de la révolution hongroise de 1956 du côté de la vieille garde stalinienne.

Emmené à Moscou en 1956, il en revient en 1958 et travaille à l'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences. En 1961, il est nommé par Kadar vice-président de l'Institut des Statistiques. En 1963, il crée, puis dirige, l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences. Au cours de cette période, il commence à opérer un retour critique sur son attitude en 1956. En 1968, il salue l'avènement du Printemps de Prague et, suite à ses critiques de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, il perd son poste de directeur de l'Institut de Sociologie. Au début des années 1970, alors qu'un courant opposé à la réforme prend le dessus au sein du PC hongrois, la répression des dissidents se fait plus sévère. Hegedüs perd alors son poste de chercheur, est exclu du Parti communiste en même temps que les membres du groupe de marxistes critiques connus sous le nom de l'Ecole de Budapest.

A partir de cette date, il va contribuer activement à la publication du samizdat hongrois et va donner des cours à l'université volante clandestine. Il va faire porter sa réflexion sur un bilan critique du « socialisme réel », en particulier sur le problème de la bureaucratie et la question du rapport entre socialisme et démocratie. Nombre de ses écrits ont été publiés en anglais dans les volumes *Socialism and Bureaucracy* et *The Humanisation of Socialism*.

Il partage avec les autres opposants hongrois des conclusions pessimistes quant à la possibilité de renverser le pouvoir de la bureaucratie dans les pays de l'Est. En conséquence, il voit le socialisme comme le mouvement de la société civile pour défendre son indépendance et établir un compromis avec le pouvoir en place. Si son insistance sur la défense de l'existen-

ce d'une société civile avec ses droits institutionnalisés est essentielle, la voie qu'il propose pour y arriver l'enferme pourtant dans une contradiction insurmontable, qui découle de la nature même du pouvoir bureaucratique fondé précisément sur la négation de la société civile.

Comme le montre l'expérience polonaise, d'une part le pouvoir bureaucratique ne peut être amené à accepter temporairement une organisation indépendante de la société civile que sous la pression d'un puissant mouvement de masse organisé mais, d'autre part, l'existence d'un tel mouvement met très rapidement en lumière l'inutilité et le parasitisme social du pouvoir bureaucratique et tend à la remettre objectivement, et tôt ou tard, subjectivement, en cause. Cette logique est apparue clairement lors des négociations de Gdansk et des événements ultérieurs qui ont mené au coup d'Etat de décembre 1981. Or, par crainte d'un tel affrontement, Hegedüs est amené à rejeter l'organisation d'un tel mouvement de masse, seul moyen qui permettrait d'imposer une organisation indépendante et démocratique de la société civile. Cela l'amène à s'opposer à Solidarité au nom de l'appui aux efforts du gouvernement polonais pour rechercher un compromis. Or, dans la conception de Jaruzelski, un tel compromis ne passe-t-il pas par la négation du syndicat Solidarité, qui est pourtant un élément essentiel d'une organisation indépendante de la société civile polonaise ?

Certes, l'échec de l'expérience de Solidarité a pu renforcer, au sein des oppositions des pays de l'Est, des positions pessimistes (qui préférèrent se dire « réalistes ») comme celles exposées par Hegedüs. Pourtant, l'expérience même de l'opposition hongroise est là pour montrer combien un tel « réalisme » peut être illusoire. Bien que confrontés à la bureaucratie la plus « libérale » des pays de l'Est, les opposants hongrois n'en sont pas moins contraints à une clandestinité, certes tolérée, mais étroitement contrôlée, et dès que leurs activités dépassent le cadre de la discussion ou de la publication de textes, la répression est là pour les arrêter.

Le débat sur les moyens de lutter pour le renversement du pouvoir bureaucratique dans les pays de l'Est, puissamment relancé par l'expérience de Solidarité, se poursuit parmi les opposants de ces pays et il est riche d'enseignements pour tous ceux qui, dans le monde, luttent pour l'instauration d'un socialisme démocratique. C'est pourquoi nous publions ci-dessous l'interview accordée par A. Hegedüs à *Samizdat*, journal du Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE) de Suisse. ■

— « SAMIZDAT » : Qu'est-ce que le socialisme pour vous, quelle est votre opinion sur son passé et son avenir ?

— ANDRAS HEGEDÜS : J'ai commencé par être marxiste, puis stalinien. En effet, à cette époque, je pensais que le marxisme égalait le stalinisme. Je voyais le socialisme comme un système monolithique, dans lequel toute l'économie était dans les entreprises, comme l'a dit Marx. C'est ce que j'appellerais aujourd'hui un socialisme d'Etat. Je considère que Marx n'avait pas une vision cohérente du socialisme. Dans les thèses de Marx, on trouve

ce type de socialisme d'Etat, hypercentralisé, bureaucratisé. Marx a beaucoup parlé de ce type de socialisme, qu'il voyait comme une société homogène, sans direction officielle, mais unie. Il y a là une contradiction, car une société unitaire sera naturellement gouvernée par une bureaucratie.

Pendant les années 1960, je critiquais ce type de socialisme, en regardant vers le système de gestion yougoslave et diverses expériences de gestion dans des coopératives agricoles du Tiers-Monde. Je suis maintenant convaincu que ces systèmes sont également bureaucratisés. Il n'y a

pas de bureaucratie d'Etat, mais une bureaucratie d'entreprise.

Je pense que le socialisme doit être anti-bureaucratique. Le socialisme est un mouvement, un processus, pas une situation stable, mais un mouvement permanent au travers duquel la société civile lutte pour son indépendance du contrôle bureaucratique. Le socialisme, dans ce sens, est une possibilité pour les êtres humains de développer librement leur personnalité, mais pour la société, pour l'humanité entière et non contre elle.

Je critique le socialisme d'Etat, le stalinisme, mais également l'idéologie et la



Budapest 1956, on abat la statue de Staline (DR)

pratique de l'autogestion. Je suis à la recherche d'un socialisme dans lequel diverses associations dominent et ont la possibilité d'exercer un contrôle sur la bureaucratie.

— N'est-ce pas un non-sens de parler de socialisme d'Etat puisque le socialisme, par définition, voue l'Etat à la destruction, ou tout au moins exige un contrôle extrêmement profond du peuple sur l'Etat ? N'est-ce pas une contradiction d'avoir d'un côté le principe du socialisme, du pouvoir populaire, de l'autogestion, et de l'autre, un prétendu socialisme avec un pouvoir qui n'est pas dans les mains du peuple ? Ceci est lié à la problématique exposée par Lénine dans « *L'Etat et la Révolution*. »

— Je pense que le progrès vers le socialisme dépend du développement à la base de la société, de rapports humanistes, socialistes. C'est possible dans les pays capitalistes, et également dans les pays dits socialistes.

Je parle d'une société civile socialiste. Si l'ordre prétendument socialiste ne vient que d'en haut, si les gens n'ont pas la possibilité de développer une société civile socialiste, des mouvements socialistes, ce n'est pas le socialisme, ce n'est pas encore le socialisme. J'insiste pour les pays d'Europe de l'Est sur le développement d'une société civile indépendante. En Hongrie, aujourd'hui, le développement d'associations libres de travailleurs est très important dans ce sens. Ces asso-

ciations n'ont pas de bureaucratie, pas de direction, pas d'autogestion, pas de division de travail hiérarchique, il n'y a pas de subordination.

Bahro s'est beaucoup occupé de cette question dans son livre *L'Alternative*, dont j'ai fait une critique. Je connais bien Bahro. Quand il était encore en Allemagne de l'Est, je l'avais vu, mais ce n'était pas une connaissance. J'avais fait une conférence dans une université, dans laquelle Bahro travaillait, dans les années 1960. Nous nous sommes vus par la suite dans différentes rencontres internationales.

— Des rencontres sur des questions économiques, sociologiques ?

— Non, du mouvement de la paix.

J'ai rendu visite à Bahro une fois, quand il était déjà en émigration à Brême. Je critiquais son livre. Je pense que son analyse sur le socialisme est juste, dans l'essentiel. Mais Bahro souhaitait une deuxième révolution communiste. Moi, je considère que cela serait très mauvais pour les pays communistes. Un réel développement d'une société civile serait préférable.

En Chine, après la nouvelle révolution, c'est-à-dire après la Révolution culturelle, une nouvelle bureaucratie s'est développée, qui fonctionne comme toute bureaucratie. C'est une spirale, un développement en spirale de la société. Un développement d'une société civile à côté de l'ancienne structure de pouvoir serait plus positif. Si cette société civile pouvait

établir un contrôle sur la structure du pouvoir, cela représenterait un pas vers le socialisme, vers la réalisation des idéaux du socialisme.

— Y a-t-il un lien entre cette conception du socialisme et vos expériences de 1956 ?

— Bien sûr. En Hongrie, on a introduit en 1948 une structure de pouvoir stalinienne, monopolisée. Contre ce pouvoir monopolisé, une résistance nationale s'est développée, qui s'est manifestée en 1956. D'après moi, actuellement, on discute toujours des événements de 1956 à partir d'une fausse alternative. Selon l'interprétation officielle, octobre 1956 était une contre-révolution, menée par des éléments criminels, ennemis, par des gens réactionnaires qui souhaitaient liquider le socialisme. D'autre part, la majorité des gens en Hongrie, surtout des personnes d'un certain âge, et dans l'émigration, parlent d'octobre comme d'une révolution purement politique, ou d'une révolution tout court.

Dans mes écrits, je distingue trois phases dans les événements. La première dure jusqu'au 23 octobre. Pendant cette phase, entre le 20ème congrès du Parti communiste d'Union soviétique en février 1956 et le 23 octobre, se sont développés en Hongrie deux grands mouvements d'opposition. Le premier fut un mouvement d'opposition démocratique dans lequel Imre Nagy avait la plus grande autorité. Ses membres étaient avant tout des intellectuels et des hommes politiques qui avaient joué un rôle entre la fin de la guerre et 1948, date à laquelle les autres partis avaient été supprimés et leurs dirigeants avaient perdu leurs fonctions.

— Vous parlez des dirigeants du Parti social-démocrate etc. ?

— Oui, il y avait des sociaux-démocrates, des membres du Parti national des paysans, du Parti des petits-paysans, des journalistes, intellectuels, écrivains, etc. Ils souhaitaient un retour au système pluraliste, tel qu'il avait existé entre 1945 et 1948. Le dirigeant de cette opposition était Imre Nagy, non qu'il ait été élu mais dans le sens où il était le dirigeant charismatique.

L'autre opposition était celle des fonctionnaires du parti. Ils ne voulaient pas revenir au système pluripartite, mais souhaitaient une politique plus libérale dans le cadre du pouvoir monolithique. Dans cette opposition, c'était Janos Kadar qui avait l'autorité et non Imre Nagy. Les fonctionnaires étaient sceptiques à l'égard de l'opposition démocratique parce qu'ils voulaient conserver leur pouvoir et non le transmettre à d'autres partis. Je pense que cette phase, caractérisée par le développement de ces deux courants d'opposition, était une nécessité historique.

Le 23 octobre, une nouvelle phase a commencé. Ce n'était ni une révolution ni une contre-révolution mais une insurrection nationale. Les gens armés qui

ont pris part à cette insurrection n'appartenant pas aux deux courants d'opposition déjà constitués. Ils avaient une origine sociale totalement différente. Il s'agissait de simples gens de Budapest, de jeunes gens en premier lieu, d'étudiants, de travailleurs qui étaient enthousiasmés par les idéaux nationaux : indépendance nationale, refus de l'influence soviétique.

C'était le réveil de la résistance nationale, qui avait existé déjà en 1948, avec un base sociologique différente de celle de l'opposition démocratique ou de celle des fonctionnaires. A ce moment, il y avait trois courants au sein de la direction du parti. D'abord, l'ancienne direction, dont je faisais partie, qui souhaitait une solution politique mais liée à une action militaire. Ensuite, l'opposition démocratique qui a connu une période de confusion pendant les premiers jours, a cherché et conclu un accord avec l'insurrection nationale armée. Enfin, les fonctionnaires du parti, quant à eux, attendaient. Ils ne combattaient pas les insurgés mais n'avaient pas d'accord avec eux. Ils voulaient conserver leur force militaire.

Le 28 octobre est un jour charnière dans les événements. Ce jour-là, Imre Nagy fut placé au pouvoir par les dirigeants soviétiques. La vieille direction — je n'étais pas vieux, j'avais 34 ans mais j'en faisais partie — était évincée et nous avons émigré à Moscou. C'est ainsi qu'Imre Nagy est arrivé au pouvoir.

Durant ces jours, à mon avis, Imre Nagy a commis trois grandes erreurs. La première était la déclaration de la neutralité de la Hongrie, la deuxième était le retrait du Pacte de Varsovie et la troisième l'introduction du système multipartite, qui devait être un système multipartite véritable et pas seulement formel comme c'est le cas en Pologne ou en RDA. Naturellement, ces décisions avaient déjà été formulées par les insurgés armés, par la population qui sympathisait avec eux. Mais elles étaient erronées parce qu'elles ont contribué à ce que la majorité de la direction soviétique souhaite désormais une intervention contre les insurgés hongrois.

A ce moment, Khrouchtchev était très faible. Huit mois après, il fut brièvement exclu du secrétariat du présidium du PCUS. En octobre 1956, seulement deux ou trois personnes dans la direction du PCUS, Souslov, Mikoyan et Furtseva — mais Furtseva était ministre de la Culture, une femme, pas une autorité — ont été du côté de Khrouchtchev. Mikoyan et Souslov se trouvaient alors à Budapest, à la recherche d'une solution politique. Or, ces trois décisions — neutralité, retrait du Pacte de Varsovie et introduction du système multipartite — ont aidé à ce que la majorité du présidium se tourne contre Khrouchtchev. Ainsi, déjà le 31 octobre, la décision d'envahir la Hongrie a été prise.

L'invasion a eu lieu le 4 novembre. C'est ce jour-là que commence la troisième phase, celle des conseils d'entreprise. Dans ces conseils, les travailleurs ont cherché à organiser la résistance contre le nouvel ordre, contre le gouver-

nement Kadar. Mais ils n'avaient aucune chance de vaincre, et Kadar avait la possibilité de rétablir l'ordre.

Pourtant, ces conseils d'entreprise ont eu une grande importance pour l'avenir. Depuis quelques années, nous vivons une nouvelle période des conseils d'entreprise. Dans différentes usines, le directeur unique a été remplacé par un conseil d'entreprise.

Voilà pourquoi il me semble superflue de discuter en termes de révolution ou contre-révolution. Chacune des trois phases décrites a son propre caractère sociologique. L'opposition était une nécessité, l'insurrection un avertissement et non un modèle pour les pays d'Europe de l'Est. Et je pense qu'elle est un avertissement, elle nous montre ce qu'il ne faut pas répéter, ce qu'il faut éviter.

Pour cette raison, je parle d'un développement et d'un épanouissement pacifiques de la société civile et d'un compromis entre elle et le pouvoir. Ce compromis comprendrait, de la part du pouvoir, la tolérance de la société civile, qui ne chercherait pas à prendre le pouvoir ni à le supprimer. Ceci peut constituer la perspective d'avenir, positive et constructive, pour les pays d'Europe de l'Est. Bien sûr, c'est une politique orientée vers le compromis.

— Je voudrais poser une question qui s'intègre bien ici : que pensez-vous de l'expérience de Solidarité en Pologne et va-t-elle dans le sens de ce que vous venez de décrire ?

— Dans divers interviews et articles, j'ai soutenu Solidarité. Pourtant je pense qu'à l'intérieur de Solidarité il y avait des courants qui ont franchi des limites normales, rationnelles. Ils ont trop parlé de pouvoir, ou ils ont trop agi contre un pouvoir normal. Ils ne visaient pas seulement à contrôler le pouvoir — ce qui serait leur fonction — mais à établir un contre-pouvoir non rationnel. Voilà

pourquoi je ne suis pas, actuellement, solidaire de Solidarité mais en faveur d'un compromis entre ce mouvement et le pouvoir.

Sans la coopération de Solidarité, ce pouvoir est incapable d'obtenir une amélioration de la vie économique, culturelle et politique. Il n'y a qu'une seule voie pour la Pologne : celle d'un compromis entre le gouvernement et Solidarité. Solidarité vit et joue un rôle très important dans l'histoire de la Pologne, mais je répète que je ne suis pas pour ce mouvement en tant que tel mais seulement pour un compromis entre lui et le pouvoir. La prise de pouvoir par Solidarité serait irréaliste. Je suppose que Lech Walesa et les autres dirigeants de l'opposition polonaise ont beaucoup appris de l'histoire de Solidarité entre 1980 et le 13 décembre 1981.

— Comment voyez-vous la solution pratique du problème : d'un côté, il y a la société civile qui, lors de la conclusion des 21 points des accords de Gdansk en août 1980 a cherché un compromis, de l'autre, le gouvernement qui n'accepte absolument pas ces accords, car son pouvoir absolu en serait diminué ?

— Je ne vois pas les choses de cette manière. Je suis persuadé que le gouvernement polonais recherche le compromis. Evidemment, ce n'est pas simple. Bien entendu, je critique le pouvoir polonais. Le POUP était relativement peu tolérant à l'égard de la société civile. Le processus d'apprentissage est très long pour les gouvernants. Ils sont aujourd'hui plus tolérant envers la société civile que par exemple dans les années 1960 ou 1970.

En Hongrie, c'est la même chose. Je reproche leur manque de tolérance aux gouvernants actuels, mais ils en ont plus que durant les années 1970. Actuellement, il existe en Hongrie, de même qu'en Pologne, une très large activité de samizdat. Dans les années 1970, la représ-

Pologne 1981, le souvenir vivace d'octobre 1956 (DR)





L'insurrection de Budapest... (DR)

sion contre ces publications clandestines était extrêmement dure. Aujourd'hui, elle existe toujours, mais elle est moins forte. Ainsi, les samizdat se sont beaucoup développés en Hongrie ces dernières années. Quantité de livres, de revues sont publiés en samizdat.

J'espère que divers mouvements, tels que syndicats, mouvements d'étudiants, mouvements pour la paix, divers clubs deviennent indépendants de l'Etat. Le mouvement des clubs est très important en Hongrie. Il en existe un grand nombre, dans lesquels on peut discuter relativement librement. La société civile est aujourd'hui en Hongrie — et en Pologne — en train de naître.

Mais lors de la crise politique en Pologne, en 1980, les choses se sont passées

trop rapidement. En Hongrie, cela se passe plus lentement, mais le résultat est plus stable.

— Si cela s'est passé trop rapidement en Pologne en 1980, comment se fait-il que, le calme revenu après le coup d'Etat, le gouvernement polonais ne cherche pas ou ne semble pas chercher, vu d'ici, le compromis avec Solidarité ?

— La société civile existe en Pologne. Elle vit dans l'Eglise, dans les structures illégales de Solidarité, dans les mouvements d'étudiants, dans la rue et les restaurants. Le pouvoir n'a pas la possibilité de la liquider. Mais le pouvoir militaire existe également. Je suis sûr que le pouvoir militaire et les fonctionnaires

du parti cherchent un compromis. Mais pas un compromis aussi positif qu'en Hongrie. Les gouvernants hongrois cherchent plus efficacement un consensus avec les masses. Ils ont appris plus des événements d'octobre 1956 que les dirigeants polonais ont appris du mouvement de Solidarité, parce que l'insurrection hongroise a été sanglante. La vieille génération de fonctionnaires se souvient de ces jours. Les masses s'opposaient à eux, pas seulement lors des manifestations ; et des fonctionnaires, des officiers et des membres de la police secrète ont même été pendus dans la rue. Cette grande expérience fait que la vieille génération des fonctionnaires souhaite le consensus avec les masses. De même que les masses hongroises ont fait en octobre 1956 des expériences négatives. Les insurgés armés se sont trouvés seuls. Des radios occidentales sont venues des promesses et des propositions de solutions, mais une aide était impossible.

— Connaissez-vous la nouvelle génération politique en Hongrie, pouvez-vous en parler ?

— A mon avis, ces nouveaux fonctionnaires sont plus éclairés que dans d'autres pays de l'Est. Ils ont plus de contacts avec les mouvements occidentaux, ils lisent beaucoup. Pas seulement des ouvrages dogmatiques. Dans ce contexte, il faut mentionner un phénomène grotesque : les samizdat d'Etat. Les organes d'Etat éditent des livres qui sont distribués exclusivement aux fonctionnaires du parti fidèles. Mais ce phénomène est très important, car ces fonctionnaires peuvent par exemple lire tous les écrits de Djilas (1) en langue hongroise.

— Pouvez-vous nous donner d'autres noms d'auteurs ainsi édités ?

— Habermas, beaucoup d'ouvrages chinois, Isaac Deutscher, et beaucoup d'autres.

— Ernest Mandel aussi ?

— Egalement.

— En hongrois ?

— Je n'en suis pas sûr, je n'ai lu Mandel qu'en allemand. Mais Trotsky, Boukharine, Deutscher ont été traduits en hongrois.

J'étais opposé à cette politique d'édition dans les années 1960. J'avais alors écrit un livre sur la bureaucratie, lequel est paru en allemand, en anglais, en japonais. J'avais écrit ce livre pour le public hongrois, pourquoi seuls les fonction-

1. Milovan Djilas, aujourd'hui âgé de soixante-quinze ans, fut aux côtés de Tito, un des dirigeants du Parti communiste et du mouvement des partisans pendant la Deuxième Guerre mondiale. A la suite de sa rupture avec le régime de Belgrade en 1954, il passa neuf ans en prison. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages marxistes critiques du « socialisme réel » dans son pays et dans les autres pays de l'Est.



1956, 1968, 1970, 1976, 1980. Sur le monument de Gdansk, les étapes d'une lutte qui n'est pas terminée.

naires fidèles devraient-ils pouvoir le lire ? Mais j'ai changé d'avis. Il est très important que quelques fonctionnaires puissent connaître diverses opinions. En plus les fonctionnaires fidèles ont des enfants, qui ont des amis... Cela donne un milieu très large.

Par ailleurs, on peut actuellement acheter des livres occidentaux, en langue étrangère. Dans la rue, on peut acquérir sans contrôle la presse occidentale, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, par exemple, ou le *New York Times*.

— Que pensez-vous du Nicaragua ? Quelles informations avez-vous sur ce pays ? Quelle est votre position ? Considérez-vous qu'il s'agit d'une révolution ? Ce processus nous montre-t-il quelque chose de nouveau, notamment en ce qui concerne le pluralisme au Nicaragua ?

— J'ai peur que les dirigeants au Nicaragua n'aspirent à une structure de pouvoir monopolisée. Le danger était très grand il y a quelques années quand ils s'opposaient fortement à d'autres opinions, aux mouvements ecclésiastiques et religieux, aux autres ethnies comme les Indiens. J'ai beaucoup regretté cela, car j'avais espéré que l'insurrection au Nicaragua allait mener à la victoire d'un socialisme pluraliste. Malheureusement, le processus de monopolisation du pouvoir a commencé et il est très, très, très dangereux.

Je me souviens qu'au début des années 1960, dans nos milieux qui n'étaient déjà plus stalinien mais progressistes, nous placions un grand espoir en Cuba, en Castro. J'ai complètement perdu cet espoir, car, à Cuba, il n'y a pas de société civile, pas de liberté, une structure de pouvoir monopolisée et militarisée. Je crains que le Nicaragua ne devienne un deuxième Cuba. Aujourd'hui, je me trouve dans une position contradictoire. D'une part, je critique le pouvoir monopolisé au Nicaragua, d'autre part, je suis opposé aux Américains, aux « contras », aux anti-sandinistes. J'espère qu'il y ait un changement, que le Nicaragua ne devienne pas un deuxième Cuba. Mais je ne défends pas unilatéralement les dirigeants actuels du Nicaragua, à cause de cette tendance monolithique.

Je trouve que dans les *Samizdat* et dans les mouvements indépendants en Occident, la critique doit côtoyer la solidarité. Nous avons commis, dans les années 1960, une grande erreur, quand nous étions solidaires du Vietnam sans le critiquer. Il est de notre devoir de lier solidarité et critique. Aujourd'hui, le Vietnam est une société militarisée, où le peuple vit très mal. Il est possible qu'un nouveau cours soit suivi depuis quelques mois. Mais jusqu'à cette année, c'était une société totalement militarisée.

— Nous aimerions en venir aux problèmes économiques en Hongrie. Que pensez-vous de la situation actuelle, de la baisse du niveau de vie et des problèmes que pose la pauvreté en Hongrie ?

— La situation économique de notre pays a été très mauvaise ces dernières années. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, les coûts du réarmement sont très élevés. L'économie hongroise n'est pas puissante, et le réarmement nous est imposé (par l'Union soviétique, ndr.). Un autre problème est celui des crédits que la Hongrie a reçus des pays occidentaux pendant les années 1960. Aujourd'hui, ils doivent être remboursés. Pour le seul paiement des intérêts de la dette, nous devons déboursier 1 milliard de dollars par année. Cela représente environ 5 à 6 % du Produit national brut (PNB). Sans compter les importations, en additionnant les intérêts de la dette extérieure et les dépenses militaires, cela fait environ 20 % du PNB. De plus, nous devons exporter des capitaux vers l'Union soviétique, d'où nous importons des matières premières, du pétrole, du gaz, etc. Nos traités nous obligent à construire là-bas de nouvelles usines, à investir, et la Hongrie n'a que peu de capitaux.

Le niveau de vie de notre peuple baisse. Les réformes ont eu beaucoup d'effets positifs et elles étaient anti-bureaucratiques. Mais elles ont eu aussi des conséquences négatives qui se traduisent notamment par un plus grand écart de niveau de vie entre les différentes couches sociales. Cette situation est dangereuse. L'inégalité s'est accrue et les problèmes politiques n'en deviennent que plus grands.

La Hongrie a aussi connu une inflation relativement forte, bien que moindre qu'en Yougoslavie. L'inflation cumulée des cinq dernières années est d'environ 50 %. Les pensions et les retraites n'ont augmenté que d'environ 30 %. Or, les retraités n'ont pas la possibilité de prendre part aux réformes et de compenser ainsi l'inflation.

— Y a-t-il déjà eu une importante adaptation des prix du gaz et du pétrole en provenance d'Union soviétique ?

— Les prix du pétrole et du gaz suivent les cours du marché mondial avec quelques années de retard. Cela était un avantage pour la Hongrie dans les années 1960 quand le prix du pétrole a grimpé, actuellement, c'est un désavantage, car nous profiterons de la baisse seulement dans quelques années.

— A propos de Gorbatchev, peut-on vraiment attendre un changement autre que de façade ?

— La Hongrie est un petit pays, et il est possible d'expérimenter, mais en Union soviétique cela est problématique. L'Union soviétique se trouve actuellement dans une phase préparatoire et non dans une période de réformes. Je lis les journaux soviétiques dans lesquels de nombreuses voix se font déjà entendre contre les réformes défendues dans d'autres articles.

En Hongrie, nous avons constaté que c'était surtout les fonctionnaires intermé-

diaires qui étaient opposés aux réformes, parce qu'ils détiennent de grands pouvoirs dans cette structure hiérarchisée. Si les réformes amènent une pluralisation de la vie économique, leur pouvoir diminue. En Hongrie, ces fonctionnaires intermédiaires ne sont pas aussi puissants qu'en Union soviétique où ils peuvent détenir un pouvoir quasiment incontrôlé. J'espère que Gorbatchev vaincra ces tendances, mais je pense que ce processus sera long et difficile.

— Mais vous pensez que Gorbatchev veut réellement ces réformes ?

— Il ne s'agit pas seulement de Gorbatchev. Je pense qu'en Union soviétique, il existe une jeune génération relativement éclairée. Or, un changement de génération intervient actuellement au niveau des structures du pouvoir.

Je me suis rendu en Union soviétique à plusieurs reprises pendant les années 1960. Je n'étais déjà plus homme politique mais directeur de l'Institut de sociologie. Se trouvaient alors à Moscou, en même temps que les directeurs des instituts philosophiques des pays de l'Est (et de la Yougoslavie), déjà un certain nombre de réformistes : par exemple Leszek Kolakowski et Zygmunt Bauman pour la Pologne, Mihajlo Markovic de Yougoslavie et moi-même de Hongrie. Contre nous, il y avait une vieille génération très hostile, celle qui avait déjà plus de soixante ans. Mais aux deuxième et troisième rangs étaient assis les représentants de la jeune génération qui comprenaient notre façon de penser et avec qui nous avions de très bons contacts.

C'est cette génération qui va maintenant entrer dans les structures du pouvoir. Je ne place pas mon espoir en Gorbatchev seul mais également en cette jeune génération plus éclairée, qui est en contact avec des scientifiques occidentaux. Ils lisent des livres occidentaux, pas uniquement des ouvrages dogmatiques, marxistes-léninistes. Mais beaucoup de dogmatiques de la vieille école et d'anti-réformistes s'opposent à cette nouvelle génération éclairée, porteuse de l'espoir de réformes.

— Il ne semble pourtant pas encore s'agir d'un groupe organisé.

— Un groupe organisé, non. Mais je pense qu'une telle évolution serait possible au sein du comité central. Par exemple en Hongrie, nous avons connu une période de réformes très positive entre le congrès du parti en 1980 et celui qui a eu lieu en 1985. Le congrès de 1980 était un congrès de réformes. Trois ans plus tard, une puissante aile anti-réformiste a pris un essor rapide, dont le dirigeant était un jeune fonctionnaire syndical. Une évolution semblable est possible en Union soviétique. ■

Propos recueillis par *Samizdat*, 1986.

L'Amérique noire face à la crise

LA récession généralisée qui frappe l'économie capitaliste depuis plus d'une dizaine d'années maintenant, a des conséquences catastrophiques pour des secteurs entiers de la classe ouvrière, soumise aux reconversions industrielles et, plus généralement, pour les couches les plus pauvres de la population.

Nous avons vu dans des précédents numéros d'*Inprecor*, quels étaient les effets sociaux de cette crise économique,

notamment en Europe capitaliste (Cf. *Inprecor* numéro 212 du 3 février 1986).

L'article ci-dessous, écrit à partir du rapport annuel sur la situation des noirs, décrit l'impact de la récession sur la communauté noire aux Etats-Unis. Il est extrait du *Bulletin de discussion* de Solidarity, organisation socialiste dans laquelle sont présents des marxistes révolutionnaires. ■

DOCUMENT

Le déclin économique des Etats-Unis a eu des conséquences désastreuses sur l'Amérique noire. Le taux d'emploi des noirs et leur pouvoir d'achat ont baissé de manière absolue et par rapport à l'Amérique blanche.

Les acquis économiques et sociaux que les noirs avaient obtenus depuis la Seconde guerre mondiale et, plus particulièrement, depuis le Mouvement pour les droits civiques dans les années soixante, ont été érodés par la longue récession mondiale qui commence au début des années soixante-dix.

Même si à l'heure actuelle, le taux de chômage a baissé et les profits montent à nouveau, même si certains experts économiques parlent d'une reprise de l'économie américaine, ces mouvements n'ont que peu de conséquences sur la communauté noire. La récession a balayé la plupart des acquis de l'ensemble de la communauté noire, à l'exception de sa couche supérieure dont les gains ont continué d'augmenter.

La reprise n'a pas bénéficié à l'écrasante majorité de la communauté. Cette détérioration de la situation des noirs est directement liée à la place qu'ils occupaient - et qu'ils occupent - sur le marché du travail. Ils ont été les premiers frappés par la suppression de trois millions d'emplois ouvriers depuis 1980.

L'ECART GRANDISSANT ENTRE NOIRS ET BLANCS

En 1970, pour chaque dollar qu'un blanc gagnait, un noir gagnait 62 cents; dix ans après, c'était 58 cents, en 1984, ce montant était tombé à 56 cents. Si aujourd'hui les familles noires représentent 12,4% du total des familles américaines, elles ne perçoivent que 7,5% des revenus de l'ensemble des familles.

Le revenu moyen annuel d'une famille noire en 1984 était de 15 432 dollars. Bien que ce chiffre ne reflète pas la période la plus dramatique de la récession, en dollars constants il marque une baisse de revenus de 540 dollars par rapport à 1980 début de l'administration Reagan, qui était pourtant déjà une période de récession. De fait, le revenu d'une famille noire en 1984 était inférieur de 1 500 dollars par rapport à 1970, en dollars constants. Alors que la moitié des familles américaines ont un revenu annuel supérieur à 25 000 dollars, seulement 27% des familles noires atteignent ce niveau. Si l'on fait la moyenne sur 11 ans, le taux de chômage des blancs est de 6,7%, celui des noirs plus du double, soit 15,2%. Si nous prenons la population active et regardons la proportion de gens qui ont effectivement un travail, nous trouvons un écart important entre les races. Entre le début des années soixante-dix et le milieu des années quatre-vingts, il faut constater que cet écart n'a fait que s'accroître :

	1972	1985
Noirs	53,7%	53,7%
Blancs	57,4%	60,9%
Différence	3,7%	7,6%

En 1985, en pleine reprise de l'économie, le taux de chômage des blancs était de 5,9%, celui des noirs atteignait 14,9%. Dans la jeunesse ce taux de chômage est bien plus élevé et là encore, la différence entre les races est criante, comme le montrent ces chiffres d'octobre 1985.

Noirs	(H) 41,4%	(F) 37,9%
Blancs	(H) 18,8%	(F) 15,5%

Dans les années quatre-vingts, on a commencé à considérer qu'un volant de chômage élevé permanent était une donnée acceptable pour la société américaine.

Concrètement, cela veut dire que huit ou neuf millions d'Américains sont tombés dans la pauvreté. Dans de ce processus, l'Amérique noire, handicapée par les conséquences de l'inégalité raciale, s'est trouvée moins à même de défendre ses conquêtes et continue sa régression sociale et économique 85% des noirs ont vu leur revenus baisser ou, au mieux, stagner. Seulement 15% de l'ensemble de la communauté noire a vu ses ressources augmenter. Les noirs les plus pauvres ont vu leur revenus baisser de 15 à 22% si l'on compare aux blancs de mêmes milieux sociaux. Pour chaque dollar que gagne un blanc pauvre, un noir pauvre gagne 44 cents, soit moins de la moitié. Même la pauvreté n'est pas égale pour tous.

Les coupes budgétaires qui ont affecté les programmes gouvernementaux destinés à aider les couches de la population les plus vulnérables, les plus pauvres, ont eu trois fois plus de conséquences sur la communauté noire que sur les blancs.

Ces coupes budgétaires impliquaient une réduction de 53% pour la formation professionnelle des jeunes, 26% pour les services de santé mentale, 18% pour l'aide aux familles ayant un enfant handicapé et 12% pour les programmes de protection de l'enfance.

Alors qu'un américain blanc sur huit vit dans la pauvreté, définie par le gouvernement fédéral par un revenu annuel inférieur à 10 990 dollars pour une famille de quatre personnes, un américain noir sur trois est pauvre. Mais à l'intérieur même de la communauté, certaines couches sont encore plus touchées : 51,6% des enfants noirs, 54,6% des familles noires dont le chef de famille est une femme, 61% des familles noires dont le chef de famille est âgé de moins de 25 ans, vivent dans la pauvreté.

Les facteurs qui ont contribué à la détérioration des conditions économiques de la communauté noire mettent en relief

le déclin général de l'économie américaine. Les Etats-Unis sont passés d'une économie produisant des biens d'équipement ou de consommation, secteurs où les salaires sont élevés, à une économie de services, finance, commerce de détail, où les salaires sont relativement bas. Alors qu'il y a quinze ans, un tiers des emplois du secteur privé étaient dans la production, en 1985, ce pourcentage est tombé à 23,8%. Le commerce de détail et les emplois liés aux services occupaient 38,7% des emplois en 1970, en 1985 ils en représentaient près de la moitié, 48,2% exactement. Le commerce de détail, les services, sont des secteurs relativement mal payés et font partie, traditionnellement, des emplois dits "féminins". En 1984, le salaire moyen dans les secteurs productifs était de 373 dollars par semaine, contre 249 dans le secteur des services et 176 dans le commerce. Les secteurs qui croissent le plus rapidement sont bien évidemment ceux où les salaires sont les plus bas. Résultat de cette évolution, le salaire réel est aujourd'hui équivalent à ce qu'il était en 1964, voilà plus de vingt ans !

Pour absorber les nouveaux travailleurs, les jeunes qui sont entrés sur le marché du travail en douze ans, entre 1972 et 1984, et en maintenant le même taux de chômage qu'en 1972, il aurait fallu créer environ 28 millions d'emplois nouveaux. Seulement 23 millions ont été créés. De plus, la création d'emplois s'est ralentie depuis 1979. Produit de ce ralentissement de la création d'emplois, de la suppression d'emplois dans les secteurs productifs et de la croissance d'emplois à bas salaires, de plus en plus de femmes aussi bien blanches que noires, sont entrées sur le marché du travail où elles occupent des emplois dans les secteurs les plus mal payés. Dans une période d'instabilité économique, une famille qui a deux revenus, ou

plus, à plein temps, a plus de chances de se trouver au dessus du seuil de pauvreté. Depuis 1972, près de huit millions de femmes blanches et un demi-million de noires sont entrées sur le marché du travail. Historiquement plus de noires travaillent à l'extérieur du foyer que de blanches. C'est encore vrai aujourd'hui, 58,6% des noires travaillent à l'extérieur. A l'heure actuelle le pourcentage des blanches ayant un travail extérieur s'est accru de 10% ces douze dernières années, atteignant 53,3% en 1984.

LES FAMILLES MONOPARENTALES

De nombreuses analyses de l'augmentation récente du nombre de familles monoparentales dont le chef de famille est une femme, ne prennent pas en compte que ce phénomène s'exerce surtout dans la classe moyenne. A l'heure actuelle, 44,4% des familles noires ont une femme comme chef de famille; le pourcentage est de 12,9% chez les blancs. Mais contrairement à la vision communément répandue, cette hausse est imputable pour 5% à des femmes qui n'ont jamais été mariées et pour 12% à des femmes qui n'ont pas fait d'études supérieures. L'augmentation des familles monoparentales est le produit d'une déception quant aux perspectives personnelles offertes par le mariage chez des femmes ayant acquis un certain bagage intellectuel et non par le résultat d'une "culture de la pauvreté". Alors que la famille est structurée autour d'un couple à 84,9% chez les blancs, la proportion tombe à 52% chez les noirs, soit une différence supérieure à 30%. Cette différenciation structurelle renforce la discrimination économique. Entre 1980 et 1984 les revenus d'une famille où la femme est seule ont baissé d'environ 6%.

Bien que la proportion totale de grossesses chez les adolescentes noires ait baissé, ce problème demeure au centre des préoccupations de la communauté dans son ensemble. Un quart des enfants noirs en 1982, soit 362 101 enfants, avaient pour mère une adolescente. 87% de ces jeunes filles étaient mères-célibataires et dans plus de 90% des cas, elles ont gardé leur enfant : l'ostracisme envers les femmes qui abandonnent leur enfant en vue d'adoption est très fort dans la communauté noire.

Ces adolescentes enceintes accèdent peu, voire pas du tout, aux soins prénatals, 20% des enfants noirs naissent d'une adolescente n'ayant bénéficié d'aucun suivi médical pendant sa grossesse. Ces jeunes filles ont souvent des problèmes particuliers dus à leur immaturité physique, entraînant des naissances prématurées et l'accouchement d'enfants dont le poids est inférieur à la moyenne. La mortalité infantile avant l'âge d'un an est très forte chez ces bébés et d'ailleurs, ces maternités adolescentes expliquent en grande partie le taux élevé de la mortalité infantile aux Etats-Unis, l'un des plus hauts enregistrés dans les pays industrialisés.

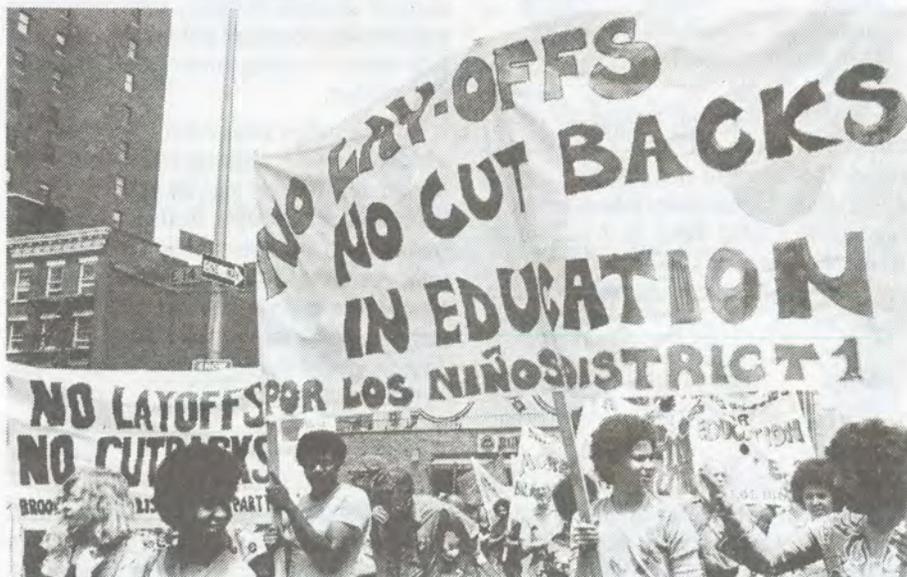
Autre conséquence de ces grossesses précoces et du manque de soins prénatals, les enfants pâtiennent souvent de maladies graves, de déficiences neurologiques et mentales. S'ajoute à ces problèmes de santé entraînés par les grossesses des adolescentes, la difficulté pour ces jeunes de poursuivre leurs études et de trouver un emploi. La grossesse est la première cause de sortie du système scolaire chez les filles. 60% de l'ensemble des mères adolescentes doivent faire appel à l'aide fédérale, au moins de façon temporaire. On estime que 3,3 millions d'enfants vivent avec leur mère adolescente, auxquels il faut ajouter 1,6 millions d'enfants de moins de 5 ans qui sont nés quand leur mère était adolescente.

Ces grossesses sont bien souvent le résultat d'un manque d'information en matière de contraception. Les chiffres sont patents : on estime que 4 adolescentes sur 10, âgées de 14 ans ou moins, seront enceintes, 3 sur 20 ayant recours à l'avortement, 2 sur 10 menant leur grossesse à son terme.

Des études ont montré très clairement que les adolescentes n'ont accès à l'information sur les moyens contraceptifs qu'environ quatorze mois après leur première expérience sexuelle. La moitié des premières grossesses se produit chez des jeunes filles qui ont eu leur première expérience sexuelle dans les six mois précédents.

Le développement des programmes d'information sexuelle sont la seule solution efficace à ce problème des grossesses précoces. Un centre d'information ouvert

Les coupes budgétaires ont affecté prioritairement la communauté noire (DR)



dans une école du Minnesota a enregistré une baisse de 50% des maternités adolescentes depuis son ouverture voilà dix ans.

Mais ces programmes sociaux sont aujourd'hui remis en question par les coupes budgétaires opérées par l'administration Reagan. De plus, certains Etats, non contents de couper toute subvention aux centres d'information sur la contraception ou de s'opposer au droit à l'avortement, ont fait passer des mesures particulièrement réactionnaires qui visent en premier lieu la communauté noire. Par exemple, l'Etat du Wisconsin a adopté une loi qui rend les parents financièrement responsables si leur fille adolescente est enceinte. Avec cette loi, l'administration peut intenter un procès aux parents et leur faire payer tous les frais occasionnés par la grossesse et la naissance.

LA CLASSE MOYENNE NOIRE

Dans une discussion sur la classe moyenne noire, Herbert Hill sociologue, soulignait la difficulté d'une classification des noirs par couches sociales : doit-on le faire selon de leur occupation socio-professionnelle ou selon leurs revenus ? Il remarque à juste titre que le critère socio-professionnel est important à l'intérieur de la communauté noire, mais que le niveau des revenus est un critère plus juste pour situer les noirs dans la hiérarchie de la communauté américaine dans son ensemble. Contrairement au modèle qui prévaut parmi les blancs, un nombre significatif de noirs qui occupent des emplois de "cols blancs" ont de faibles revenus, alors qu'un nombre également significatif d'entre eux gagne leur revenu de "classe moyenne" en exerçant des emplois ne correspondant pas à un statut social élevé. Le tableau qui suit montre la situation de la communauté noire au cours des évolutions de la récession. Alors que la proportion de ceux qui gagnent plus de 25 000 dollars par an demeure la même (en dollars constants 1983), le pourcentage des familles qui passent en dessous du seuil de pauvreté s'est accru.

Revenus des familles noires
(En milliers de dollars, à l'intérieur de la communauté)

	1969	1978	1983
- 10 000	28%	30%	37%
10/25 000	45%	39%	36%
+ 25 000	27%	31%	27%

La couche supérieure de la communauté noire a traversé relativement bien la récession. Pourquoi? La création d'emplois bien rémunérés dans certains



Les pauvres, toujours plus pauvres... (DR)

secteurs a bénéficié plus aux noirs qu'aux blancs comme le montre le tableau suivant :

Croissance	Noirs	Blancs
1972/1980		
Techniciens	55%	34%
Cadres	69%	34%
Ouvriers qualifiés	32%	14%

Malgré ces progrès, les noirs n'ont pas comblé l'écart avec les blancs. Même quand des noirs sont devenus cadres ou techniciens, ils demeurent concentrés dans les emplois les moins payés. Il faudrait une accélération importante du processus de pénétration des noirs dans ces couches professionnelles pour modifier de façon radicale les statistiques actuelles. Nous ne pouvons qu'en déduire la nécessité de poursuivre la politique "d'action affirmative" (1). En 1980, les statistiques concernant les emplois de techniciens, cadres, ouvriers qualifiés étaient les suivantes.

Blancs (H) 53%	Noirs (H) 31%
Blancs (F) 25%	Noirs (F) 19%

Si l'on se réfère au recensement de 1980, dans les familles noires où les deux parents sont présents, 61% des femmes travaillent. Bien que la majorité des femmes blanches fasse partie de la population active, seulement 48% des femmes travaillent dans les familles blanches où le père et la mère sont présents.

Cette intégration des noires sur le marché du travail est d'une extrême importance. Elle explique notamment que la

différence des revenus moyens entre les jeunes couples blancs et noirs, s'est abaissée à 10%, à cause du second revenu que représente le salaire de la femme noire. En revanche, cette différence est très nette, quand on compare des couples blancs et noirs où il n'y a qu'une seule source de revenus. Le rapport conclut : "La présence des deux parents dans la famille noire ne lui assure pas automatiquement une sécurité économique, mais le travail de la femme est un besoin impératif".

Mais Herbert Hill souligne qu'il ne suffit pas de voir la convergence de revenus entre familles noires et blanches. Il est nécessaire d'évaluer leur mode de vie et leurs biens, ce qui est beaucoup plus compliqué.

Les chiffres les plus récents montrent que les noirs possédaient pour 211 milliards de dollars en bien personnels en 1979, contre 5 mille milliards pour les blancs. Les ménages noirs détiennent donc 4% du total des biens (actions boursières, terres, propriétés, entreprises etc.).

Sans porter de jugement définitif, on peut estimer que la percée effectuée par la classe moyenne noire est en passe de s'achever, ou tout du moins est menacée, car un certain nombre de mesures qui avaient permis une progression sociale de l'ensemble de la communauté sont mises en question. Par exemple, entre 1977 et 1983, la proportion de lycéens noirs accédant à l'université est passée de 50 à 39% alors que dans la même période, elle passait de 51 à 55% pour les lycéens blancs. La proportion de diplômés noirs dans les instituts ouvrant aux professions libérales commence également à baisser à partir du milieu des années soixante-dix.

A l'heure actuelle, le nombre de noirs dans les affaires, les carrières juridiques ou dans la haute hiérarchie de l'administration, semble indiquer que l'ascension de la classe moyenne noire va se ralentir, mais que le phénomène ne va pas s'inverser. Ce qui signifie que "la communauté noire va devenir de plus en plus une communauté formée de deux classes : ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas. Le dernier groupe est de plus en plus nombreux et grossit rapidement. Dans cette catégorie, on devient de plus en plus pauvre, tandis que l'autre partie de la communauté fait simplement l'expérience d'une baisse de ses revenus".

Solidarity Discussion Bulletin;

Juillet 1986

1. L'« action affirmative » est un ensemble de mesures visant à prioriser l'embauche et la formation des femmes, des noirs, des Chicanos etc., afin de compenser de manière positive la discrimination dont sont victimes ces secteurs en matière d'emploi.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

AFRIQUE DU SUD

Conflits dans les mines

L'Anglo-American Corporation vient d'être au centre de deux conflits avec les syndicats sud-africains. La mine de Vaal Reef qui appartient à l'Anglo-American a connu une vague de violence entre les ouvriers à la fin de l'année dernière, se soldant par la mort de 62 mineurs. et récemment, des heurts se sont également déroulés à la mine d'or de Beatrix dans l'Etat libre d'Orange aboutissant à la démission ou au renvoi de la moitié des 8 000 mineurs après que 8 d'entre eux aient été tués et 50 blessés.

La branche or et uranium de la Compagnie a récemment publié dans la presse sud-africaine des encarts publicitaires condamnant la violence, " *les actions irresponsables, incluant des procès et des exécutions, les intimidations, les obligations de boycott des magasins d'alcool, les grèves illégales et les actions coercitives pour obliger les travailleurs à y participer* ".

Le Syndicat national des mineurs (NUM) y a répondu par son propre encart publicitaire en expliquant les causes réelles de ces heurts entre ouvriers. " *La source de ces conflits est liée aux institutions d'oppression et d'exploitation qui existe dans l'industrie minière. Le système des foyers, le travail migrant et le système des flics ("induna") : surveillants recrutés parmi les mineurs ont été inventés au tournant de ce siècle par les patrons des mines pour s'assurer le maximum d'exploitation et de contrôle sur tous les aspects de la vie des mineurs. Au cours du temps ces structures ont été affinées mais maintenues* ".

Le NUM a demandé aux compagnies minières de supprimer le système "Emergency Protection Unit" qui consiste à loger les ouvriers noirs dans des foyers selon leur langues (c'est-à-dire selon leur ethnie) et de cesser d'utiliser les travailleurs blancs des mines comme agents de sécurité quel que soit leur emploi.

Un autre conflit important est celui qui oppose les travailleurs des magasins OK à leur direction. OK-Bazaars possède 200 grands magasins dans le pays et l'Anglo-American est parmi les gros actionnaires du groupe. Les membres du Syndicat des travailleurs du commerce et assimilés (CCAWUSA) sont entrés en grève depuis plus d'un mois pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Bien que le Syndicat et la direction soient maintenant d'accord pour un arbitrage, les piquets devant les magasins se poursuivent. Les 10 000 travailleurs en grève, sur un total de 23 000 employés, demandent une augmentation de 160 rands par mois (environ 450 FF) et un salaire minimum de 450 rands.

Actuellement les employés touchent un

salaire moyen de 256 rands par mois et travaillent souvent pour cela dix heures par jour. Les profits de la compagnie ont par contre été de 35,5 millions de rands l'an dernier.

Le CCAWUSA a expliqué que l'entreprise avait fait appel à la police pour arrêter et attaquer les grévistes et que la direction de OK-Bazaar avait donné à la police les noms de soi-disant "intimidateurs". Des centaines de grévistes ont ainsi été arrêtés dans ce conflit qui est soutenu publiquement par le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), auquel appartient le CCAWUSA, et par d'autres organisations ouvrières noires. ■

ISRAEL

Pétition du Mouvement de la paix

Le 5 octobre 1986, le Sunday Times de Londres publiait un article, appuyé sur des documents et des informations précises qui montrait l'existence d'une usine d'armements souterraine située dans le désert du Negev en Israël, où étaient fabriquées des bombes nucléaires. La source de ces informations était Mordechai Vanunu, citoyen israélien qui avait travaillé comme technicien dans cette usine pendant dix ans jusqu'en 1985.

Avant même la parution de l'article, Mordechai Vanunu avait disparu de Londres. Le 21 Décembre 1986, il apparaissait devant la Cour Fédérale de Jérusalem, inculpé de trahison et d'espionnage. Vanunu a réussi à écrire un message en anglais sur la paume de sa main qu'il tenait contre la vitre de la camionnette de police qui l'amenait au tribunal; il arrivait ainsi à faire comprendre aux journalistes qu'il avait été enlevé le 30 septembre à Rome par des agents israéliens. Depuis les autorités israéliennes ont pris toutes les précautions pour éviter le contact entre Vanunu et des journalistes.

Nous publions ci-dessous le texte d'une pétition qui commençait à circuler parmi des membres du mouvement de la paix israélien à la mi-décembre 1986, à un moment où on soupçonnait fortement que Vanunu avait été enlevé et ramené en Israël contre son gré, mais sans en connaître les détails. Nous avons pris le texte du numéro du 10 janvier 1987 de *News From Within*, publié à Jérusalem.

Nous soussignés, voulons nous dissocier de la campagne de lynchage qui a accompagné l'arrestation de Mordechai Vanunu, ainsi que du consensus général qui règne dans le pays par rapport aux opérations destinées à blanchir les méthodes anti-démocratiques employées par le gouvernement pour traiter cette affaire.

Enlever une personne, la garder au secret, lui faire un procès à huit clos, recourir consciemment aux faux-fuyants et à la censure pour la condamner publiquement et monter l'opinion contre elle, avant que cette personne soit passée en procès; tous ces

phénomènes sont typiques de dictatures qui ne respectent aucune loi. Quiconque aime la liberté ne peut absolument pas fermer les yeux sur de telles pratiques.

A notre avis, il n'y a pas d'affaire Vanunu, mais plutôt une affaire qui consiste à une tentative acharnée pour inciter la population israélienne, l'empêchant ainsi de s'attaquer à la question fondamentale : l'existence de dizaines de têtes nucléaires - sans aucun contrôle local ou international - dans les mains d'un gouvernement dont le sens des responsabilités en ce qui concerne les vies des habitants de cette région, juifs compris, n'a jamais été un de ses points forts. Sans approuver les actions attribuées à Vanunu, nous voulons déclarer qu'il serait extrêmement bénéfique pour la sécurité des habitants de ce pays et pour la région en général, de dévoiler le secret de l'armement nucléaire israélien.

Nous appelons les forces de la paix en Israël à se dissocier de la campagne d'incitation contre Vanunu, à condamner les pratiques totalitaires du gouvernement israélien, et avant tout à se mobiliser contre la présence d'armes nucléaires dans le pays et plus généralement dans la région qui constitue une situation qui provoquera un holocauste pour nous tous. ■

BELGIQUE

La chimie anversoise en grève

Depuis la mi-décembre 1986, un mouvement de grève touche une série d'entreprises de la chimie anversoise. A l'origine de ce mouvement, le refus de l'austérité et une volonté de rattraper les pertes de salaire déjà subies par les travailleurs de la chimie. La grève a éclaté dans les entreprises de Degussa et BP Chemicals les 16 et 17 décembre. Le 12 janvier, les travailleurs de Polysar et Exxon sont eux aussi partis en grève et par la suite le mouvement a commencé à s'étendre à d'autres entreprises telles BASF, Bayer, Pétrachim et Monsanto.

Les cahiers de revendications de la chimie anversoise comprennent la revendication d'augmentation du salaire horaire entre 30 et 45 francs (4 à 6 F). Dans un premier temps, la patronat ne voulait pas aller au delà de 15 francs par heure, répartis sur deux ans. Mais, sous la pression de la grève à Degussa et BP-Chemicals le patronat a fait des concessions. Il a offert une augmentation de salaire de 22 francs de l'heure, répartis sur deux ans. Dans toutes les entreprises du secteur cette proposition a pourtant été rajetée A Degussa, les travailleurs continuent la grève; à BP-Chemicals, la proposition a été rejetée par 68% des voix lors d'une assemblée des grévistes.

Au cours d'un référendum réalisé dans cinq entreprises, les propositions patronales ont été clairement rejetées par les travailleurs : 60% contre à Bayer, 54% à Monsanto,

88,4% à Petrochim, 63,6% à BASF, 65,2% à Exxon. A Polysar les pourparlers ont été rompus et les travailleurs sont partis en grève, depuis le lundi 12 janvier. Les travailleurs d'Exxon n'ont même pas attendu les résultats définitifs du référendum pour se joindre à la lutte de Degussa et de BPC.

Une série d'autres revendications sont mises en avant par les travailleurs en lutte : ces derniers exigent notamment une augmentation significative des primes pour le travail en équipes, la pré-retraite à 57 ans et la diminution du temps de travail à 36 heures. Les travailleurs de Polysar demandent la semaine de 33,6 heures avec embauche compensatoire et introduction du système de 5 équipes. En matière de réduction du temps de travail, les travailleurs de Polysar sont des pionniers. Ils l'avaient déjà été lors des négociations des dernières conventions collectives.

Traditionnellement, les négociations pour les conventions collectives dans la chimie anversoise sont menées entreprise par entreprise. La grève actuelle tend à surmonter la fragmentation qui en résulte, alors que les patrons de la chimie sont eux, organisés centralement sur la région anversoise. Le mot d'ordre d'une grève générale de la chimie anversoise est donc l'axe central de l'intervention des camarades du Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IVE Internationale. Nos camarades avaient déjà, avant même le début de la grève, avancé les revendications pour une augmentation de salaire de 15%, pour la réduction de la journée de travail en direction des 32 heures et contre la flexibilité. Depuis les premiers mouvements de grève à la mi-décembre, le POS a commencé la publication d'un bulletin, "Le travailleur de la chimie", dont plusieurs numéros sont déjà parus.

ITALIE

Rencontre LCR-DP

Nous publions ci-dessous un communiqué commun que nous ont fait parvenir Démocratie prolétarienne et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section italienne de la IVE Internationale.

Le 28 janvier, s'est tenue une rencontre entre le secrétariat national de Démocratie prolétarienne et le secrétariat national de la Ligue communiste révolutionnaire, au cours de laquelle ont été discutées différentes questions stratégiques et programmatiques, dans un débat où se sont exprimées les positions respectives de ces deux organisations.

Figurait également à l'ordre du jour, l'analyse de chacune des organisations sur la situation politique italienne aujourd'hui et la possibilité de prendre des initiatives communes sur différents thèmes.

En particulier, les deux délégations sont tombées d'accord pour renforcer le courant syndical classiste à partir du soutien aux luttes actuelles des travailleurs, en mettant l'accent sur les expériences d'auto-organisation des cheminots et des enseignants et en défendant la résistance exemplaire des dockers de Gènes face au processus de reconversion qu'on veut leur imposer. Les deux délégations ont également souligné la nécessité impérieuse d'une initiative politique en défense d'un référendum sur le

nucléaire, contre toute tentative visant à empêcher l'expression populaire sur ce terrain.

De même, les deux organisations sont convenues de la nécessité d'instaurer des canaux de communications entre elles, au niveau des secrétariats nationaux et des responsables de secteurs, et de régulariser l'échange de matériel et des publications afin de favoriser leur collaboration politique rapide sur les points définis ci-dessus.

Rome le 28 janvier 1987,
Secrétariat national
de Démocratie prolétarienne
Secrétariat national de la Ligue
communiste révolutionnaire.

ARGENTINE

Mort d'un vétéran du trotskysme

Nous avons appris la mort, samedi 31 janvier, de Nahuel Moreno à Buenos Aires, en Argentine. Nahuel Moreno a commencé son activité politique au début des années quarante, se consacrant au mouvement révolutionnaire.

Très jeune, il adhère aux idées marxistes-révolutionnaires que portent Léon Trotsky et la IVE Internationale. A partir de ce moment, il participe au combat pour construire un parti révolutionnaire en Argentine.

Moreno a joué un rôle majeur dans l'histoire du trotskysme argentin pendant plus de 40 ans. Il prend part au Deuxième et au Troisième congrès de la IVE Internationale en 1948 et 1951. Au Troisième congrès mondial, il participe au travail de la commission Amérique Latine.

En désaccord avec les résolutions adoptées par le congrès mondial, il quitte alors avec son organisation les rangs de l'Internationale qu'il réintègrera formellement au moment du congrès de réunification de 1963. Il y jouera un rôle central jusqu'en octobre 1979, où il est partie prenante de la scission organisée par différents courants en désaccords avec l'ensemble de l'Internationale sur la Révolution Nicaraguayenne.

Ces dernières années, Moreno avait concentré ses efforts dans la construction en Argentine du Mouvement vers le socialisme (MAS) et un regroupement international, La Ligue internationale des travailleurs (LIT) dont le MAS était l'organisation la plus puissante.

Malgré les différences qui nous ont séparées, nous nous associons à la peine ressentie par les camarades du MAS et de la LIT et nous saluons la mémoire d'un militant qui a lutté pendant plus de quarante ans dans le mouvement ouvrier argentin et latino-américain.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Musique en péril

Les autorités tchécoslovaques ne semblent pas avoir réussi à mener à bien leur offensive contre la section de Jazz de l'Union des Musiciens qui était devenue un foyer

d'opposition culturelle au régime. Incapable de mettre fin à ses activités, le gouvernement avait arrêté sept de ses animateurs au début du mois de septembre dernier et confisqué des centaines de livres dans ses locaux. Les sept animateurs étaient accusés de commerce illicite et de fraude fiscale. Le 27 décembre dernier, deux des responsables de la section de jazz étaient libérés. Trois autres devaient être également libérés deux jours plus tard, mais le procureur fit appel contre cette décision. Ils ont finalement été remis en liberté fin janvier. Il en reste encore deux en prison : Vladimir Kouril et le président de la section de jazz, Karel Srp. D'après le Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS) ces derniers devraient être libérés car l'accusation de "commerce illicite" ne peut être appliquée qu'à des entreprises privées, ce que n'était pas la Section de Jazz.

LES NÔTRES

Mort de notre camarade Tom Gustafsson

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort de notre camarade Tom Gustafsson, dirigeant du Parti socialiste (SP), la section suédoise de la IVE Internationale, membre du Secrétariat unifié.

Ayant rompu avec la social-démocratie en 1967, Tom fut aux premiers rangs du mouvement de solidarité avec la révolution vietnamienne; son refus d'effectuer son service militaire lui valut de connaître la prison.

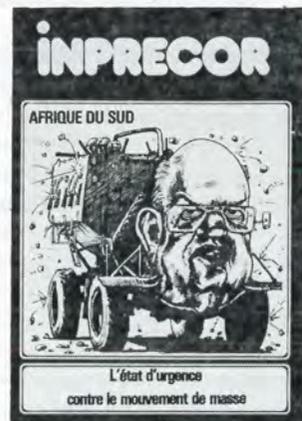
Enfin, avec une centaine d'autres camarades, il devait créer en 1969-1970, une organisation marxiste-révolutionnaire qui devenait la section suédoise de l'Internationale. La disparition de Tom est une perte considérable pour nos camarades suédois et pour l'ensemble de notre mouvement. Nous adressons nos plus chaleureuses condoléances à sa compagne Birgitta, à sa famille, à l'ensemble des militants du SP dont nous partageons l'émotion.

Tous ceux qui connaissaient Tom, avaient trouvé en lui un être ouvert et rigoureux, doux et persévérant.

La Quatrième Internationale perd un dirigeant de grande valeur. Nous reviendrons dans notre prochaine édition sur la vie du camarade Tom Gustafsson.

ABONNEZ-VOUS

A



Un an de grève du Livre

LE 5 février, l'exécutif national du principal syndicat du Livre, la Société des métiers graphiques et annexes (SOGAT) a voté la fin des piquets de grève organisés depuis plus d'un an devant l'imprimerie de Wapping, à l'Est de Londres, où sont imprimés les quatre titres nationaux du groupe de presse dirigé par Rupert Murdoch (cf *Inprecor* numéro 218

du 28 avril 1986).

Cette décision risque de signifier la fin de la grève, bien qu'elle rencontrera certainement une opposition à la base. C'est un coup de poignard dans le dos des grévistes, et pas le premier que ces derniers ont reçu des mains de leur propre direction...

Hilary ELEANOR

C'est en janvier 1986 que les 5 500 travailleurs du Livre de la Société News International ont voté la grève contre les tentatives de leur patron, Rupert Murdoch, de détruire l'organisation syndicale. Suite à ce vote, Murdoch licencia tous les grévistes. Le 24 janvier, premier anniversaire du début de la grève, une manifestation de 25 000 personnes, composée des travailleurs du Livre et de ceux qui les soutiennent a eu lieu à Wapping. Au cours de cette manifestation se sont produits des affrontements avec la police parmi les plus violents depuis le début d'un conflit dont la durée égale maintenant celle de la grève des mineurs en 1984-85.

UNE LUTTE ISOLEE

La nouvelle imprimerie de Rupert Murdoch, équipée de la technologie la plus moderne est connue sous le nom de "Forteresse Wapping". Les jaunes qui ont remplacé les travailleurs licenciés sont transportés vers l'imprimerie en autocar et ramenés chez eux par le même moyen. L'imprimerie est protégée en permanence par la police, et entourée de barrières en acier couronnées de barbelés en fer avec des lames de rasoir. Les alentours sont éclairés par des phares et surveillés par des caméras. Les ouvriers de la production furent recrutés par Murdoch avant l'ouverture de l'imprimerie de Wapping avec l'aide du très droitier syndicat des électriciens (EEPTU). L'objectif de l'opération était de briser le pouvoir des syndicats du Livre, à concentrer Fleet Street (quartier de Londres qui a toujours été le centre de la production des quotidiens nationaux.) C'est pourquoi Murdoch a carrément décidé de redémarrer la production de ses journaux dans un autre endroit et avec une force de travail qui n'appartenait pas aux syndicats du Livre.

Si le pari de Murdoch a été couronné de succès, au prix de tout le dispositif de répression que nous venons de citer, c'est largement à cause du rôle joué par la Confédération des syndicats (TUC) et du Parti travailliste. Ces derniers, qui dans le temps se faisaient appeler "modérés" préfèrent maintenant l'étiquette de "nouveaux réalistes". Il faut dire que leur réalisme n'est pas très nouveau et surtout pas réaliste du point de vue de la défense des intérêts des travailleurs. Ce qu'ils prônent consiste à accepter les conséquences de l'offensive anti-ouvrière du gouvernement Thatcher, le chômage de masse, les attaques contre le niveau de vie et les services sociaux ainsi que la législation anti-syndicale comme des données de la situation. C'est ainsi qu'ils justifient leur politique de non résistance et de refus d'organiser la solidarité avec les secteurs du mouvement ouvrier qui se trouvent les uns après les autres dans le collimateur de Thatcher. C'est déjà cette ligne qui avait conduit à la défaite des mineurs en 1985.

C'est à contre-cœur que la SOGAT et les autres syndicats du Livre ont appuyé la lutte. Les directions syndicales ont systématiquement essayé de trouver un accord de compromis avec Murdoch plutôt que de renforcer et d'étendre la grève. Il est pourtant évident que le seul moyen de gagner serait d'élargir la grève aux autres titres de Fleet Street sinon à toute la profession.

LA SOLIDARITE VIENT DE LA BASE

Au niveau plus général, le soutien à la grève n'est pas venu des directions syndicales ni de celle du Parti travailliste. Il a été organisé à la base par des comités de soutien aux travailleurs du Livre créés sur le même modèle que les comités de soutien aux mineurs pendant la grève de 1984-85, avec la participation de certains députés de la gauche travailliste et

dirigeants syndicaux, notamment Arthur Scargill, président du syndicat des mineurs qui fut présent à la manifestation du 24 janvier. Il faut noter aussi l'apparition des Femmes contre Murdoch (WAM) qui part aussi de l'expérience des femmes pendant la grève des mineurs. La lutte des travailleurs du Livre est devenue la référence pour tous ceux qui refusent de plier devant l'offensive de Thatcher et d'accepter les thèses des "nouveaux réalistes".

Le développement de la solidarité a été important. A part le soutien financier, les grévistes ont besoin de solidarité contre la répression. Environ 2 000 personnes ont été poursuivies en justice pour leur participation aux divers piquets et manifestations depuis un an. Certains d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison ferme, et d'autres en courent le risque. Mike Hicks, membre de l'exécutif national de la SOGAT vient par exemple d'être condamné à 12 mois de prison ferme.

Les grévistes se sont battus depuis un an dans une situation très difficile. La seule solidarité ne leur a pas permis de gagner contre Murdoch. Seul un changement d'attitude de la part des directions des syndicats du Livre aurait pu aboutir à une victoire, à travers l'extension de la lutte à toute l'industrie du Livre. Le refus de cette perspective par les directions syndicales et travaillistes a conduit inévitablement à la situation dans laquelle les grévistes se trouvent aujourd'hui. ■

Hilary ELEANOR,
6 février 1987.

**ABONNEZ-VOUS,
RÉABONNEZ-VOUS**
A « INPRECOR » !